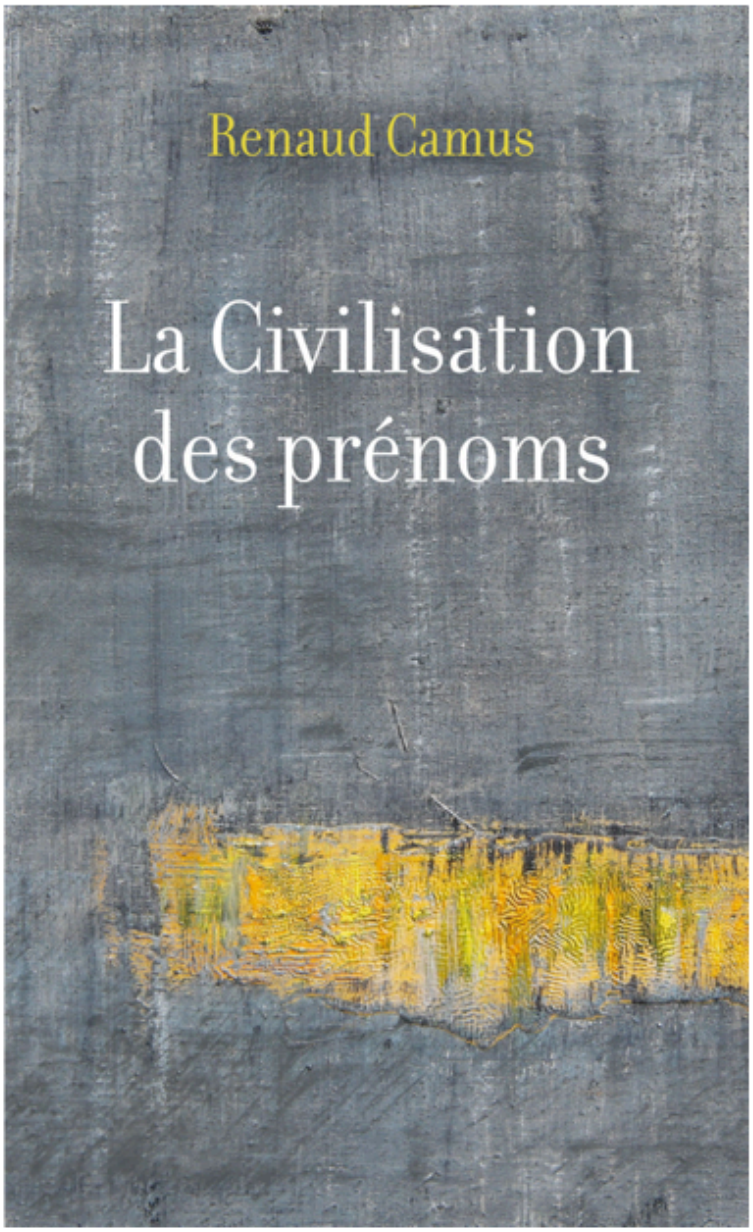
Renaud Camus

La Civilisation des prénoms


Renaud Camus
La Civilisation
des prénoms

© Renaud Camus, château de Plieux, 32340 Plieux

Tous droits réservés pour tous pays

ISBN 979-10-91681-15-5

(ISBN de l'édition papier : 979-10-91681-14-8)

v. 1.0 (15 novembre 2014)

Dépôt légal : novembre 2014

Ce livre et d'autres sont proposés sur le site personnel de l'auteur :

www.renaud-camus.net

à Constance Debré,

pour la grâce

À chaque échéance solennelle où retentit l'appel du nom, sa charge d'honneur est vérifiée.

Saint-John Perse, *Pour Dante*

À la vérité, et si l'on m'en croit, il faudrait dire plutôt *incivilisation* : l'incivilisation des prénoms — c'est ce que je vais tenter d'expliquer. Mais ne compliquons pas d'emblée.

Nous connaissons tous de ces gens — ou, si nous n'en connaissons pas, nous en entendons quotidiennement à la radio ou à la télévision — qui parlent de personnes fameuses ou seulement prestigieuses en les désignant par leurs prénoms, au motif qu'eux-mêmes les appellent ou les appelaient comme cela, étant avec eux sur le pied d'une grande intimité :

Il était comme ça, Luchino : il fallait pas le contrarier.

Moi je l'avais pourtant prévenu, François.

Angela me disait encore hier…

Non la chorégraphie elle était de Rudolf. Moi j'ai seulement…

Le monde du spectacle et celui de la politique sont particulièrement adeptes de cette pratique. Inutile de revenir ici sur les liens de plus en plus étroits qui unissent ces deux domaines d'activité ; et non point tant en cela, qui n'est pas une nouveauté, que la politique est spectaculaire par essence et participe, à plus d'un titre, de la représentation ; qu'en ceci, qui pourrait bien être inédit, qu'on a moins affaire désormais à une *imitation* à laquelle elle se livrerait (elle contreferait le théâtre pour parvenir à ses fins) qu'à une *substitution* dont elle serait la victime (le monde du spectacle remplacerait celui du pouvoir, prendrait sa place). Non seulement, à travers le monde, de plus en plus d'acteurs et de figures célèbres des variétés se lancent dans la

politique et y réussissent, jusqu'à occuper dans certains pays les plus hautes fonctions, à l'exemple du président Reagan aux États-Unis ; mais les représentants de leur profession ont hérité du rôle un moment tenu par les écrivains, les penseurs et les poètes, puis par les simples intellectuels : celui de voix plus ou moins fidèle d'une conscience collective plus ou moins exacte, scrupuleuse et juste. Rares sont désormais les acteurs, les chanteurs ou les amuseurs, pour ne rien dire des sportifs, qui ne se dévouent pas publiquement pour une méritante cause humanitaire ou une autre, et qui n'en tirent pas un surcroît de légitimité pour intervenir régulièrement dans le débat politique. Les professionnels de la politique sont d'ailleurs les premiers à reconnaître l'influence et le poids de ces gens du spectacle et à tâcher d'en tirer profit pour eux-mêmes, soit en affichant aussi largement que possible leur ralliement à leur cause, soit en les invitant, souvent à grands frais, à participer à leurs campagnes : à telle enseigne qu'un meeting électoral de quelque envergure et ambition n'en serait plus un s'il ne faisait pas la part belle, au milieu de mises en scènes et de jeux de lumières dignes d'un Zénith ou d'un Palais des Sports, et d'ailleurs réglés par les mêmes spécialistes, techniciens et intermittents du spectacle, à telle ou telle vedette du show-business ou à tel ou tel groupe en vogue. Et la déférence comparée dont font l'objet les uns et les autres, sur les plateaux de télévision, montre assez qui bénéficie du véritable prestige, qui décide des codes à observer, qui sert de modèle et de référence à l'autre, surtout dans les rapports avec le public. Il n'est d'ailleurs pas indifférent à cet égard que le terme même d'*acteur* fasse l'objet d'un perpétuel élargissement de sens qui lui permet d'embrasser désormais l'ensemble de la classe politique et les protagonistes de n'importe quelle action en cours, que ce soit *en interne*, pour avoir recours à d'autres syntagmes figés bien pénibles, ou *à l'international* : *les acteurs de ce dossier*, *des acteurs majeurs de la scène internationale*, *rencontrer tous les acteurs de ce conflit*, etc. La langue, comme d'habitude, sans trop savoir ce qu'elle fait, peut-être, rend compte à merveille des évolutions : en l'occurrence, de la théâtralisation du monde, de son spécularisme croissant, de son passage massif à la perpétuelle représentation de lui-même, au fastidieux *deuxième degré* — dont le principal défaut, notait déjà Roland Barthes, c'est qu'il tend à bloquer le jeu des degrés, la spirale virtuellement infinie du sens.

Une des manifestations les plus évidentes de la formidable spécularité en œuvre est bien entendu le tourisme de masse, une section considérable de l'humanité consacrant maintenant une bonne part de son temps, et, non moindre, de son argent, à aller contempler les autres, ou la même, en leur habitat naturel, c'est-à-dire bien sûr *culturel* — lequel habitat doit bien sûr, pour faire face au tourisme de masse, pour donner satisfaction aux voyageurs, à leurs habitudes et à leurs goûts, pour administrer des flots humains de grande ampleur et bien sûr pour assurer aux pays hôtes les notoires "retombées économiques" sans quoi tout cela n'aurait qu'un maigre intérêt pour eux, procéder à des aménagements toujours plus massifs, dont l'effet le plus évident, et en même temps le plus durable, est que non seulement ils dépouillent de tout attrait les régions visitées mais qu'ils les rendent de plus en plus étroitement semblables au pays d'origine de leurs visiteurs. Plus les uns sont avides de connaître les autres, moins ces autres sont autres et plus est fort leur désir, à leur tour, de jouer aux touristes et de connaître les régions d'où leur arrive cet afflux continu de voyageurs et de curieux.

Dans cette affaire de passage au prénom, quoi qu'il en soit, les acteurs, pris collectivement, sont les pires, à mon avis — disons plutôt les *gens de théâtre,* en général, afin de n'en pas exclure les metteurs en scène, pour commencer. Les uns et les autres sont parfaitement capables de parler une heure durant, à la radio, à la télévision, et d'évoquer des personnes, en général acteurs ou metteurs en scène comme eux, ou auteurs, ou décorateurs, musiciens, que sais-je, sans qu'apparaisse une seule fois ce qui s'appelle un *nom,* un patronyme ; tandis que se déploie dans leurs propos une interminable théorie de prénoms, qui bien souvent sont les mêmes pour des personnages différents, de sorte que très vite on ne comprend plus rien, on ne sait absolument plus qui cet invité peut bien vouloir évoquer, et qui sont ces Jean-Pierre à foison, cette Mathilde, ce Rachid, cette Ariane. Entre parenthèses on ne saurait trop, à cet égard, prévenir les praticiens du journal intime ou du carnet de notes, du simple agenda, que le prénom, dans bien des cas, n'a qu'une très faible puissance mémorielle, conservatoire ; et que, s'il leur arrive parfois de se féliciter d'une salutaire discrétion, sur le moment, ils risquent de regretter amèrement, vingt, trente ou cinquante ans plus tard, d'avoir désigné par leur seul prénom des figures peut-être secondaires de leur existence, qu'ils ne pourront plus du tout identifier. De même qu'il est de sage précaution pour l'avenir d'indiquer, à l'en-tête des

lettres, sur les affiches de spectacle ou les cartons d'invitation, *l'année* et pas seulement le mois et le quantième, de même il est prudent, si l'on a le souci de conserver pour soi et pour les autres des traces de son existence, de préciser le *nom* et pas seulement le prénom des amis, des amours et autres relations évoqués parfois en passant et qui, sans ce scrupule de prévoyance, risquent fort de ne plus rien dire, avec le temps, ou de donner lieu à toute sorte de confusions et d'incertitudes — mais sur la question des relations des prénoms au *temps* nous aurons l'occasion de revenir, j'en suis convaincu, car elle est capitale.

Cependant, pour en rester ici et maintenant aux entretiens de gens de théâtre, sur les ondes et les ondes, il faut ranger parmi les moments bien pénibles ceux — hélas rituels — où intervient une sorte de *traduction*, du nom vers le prénom, c'est-à-dire, dans l'esprit de ces invités à la parole, du passé vers le présent, du révolu vers l'actuel, de la fastidieuse convention archaïque vers le simple naturel contemporain, entre interviewer et interviewé :

« Mais il était comment, Chéreau, dans le travail ?

— Oh là là [*un peu comme si la question était très difficile à comprendre, posée en ces termes bizarres*], ah, <u>Patrice</u> vous voulez dire [*un peu comme un naufragé qui toucherait la terre ferme*], comment il était ? Il me faudrait deux heures pour vous répondre, là… »

Une formule de compromis, assez répandue, consiste à placer dans sa voix, ou dans son élocution, une très audible virgule, voire des points de suspension, entre le prénom et le nom, qui fait alors figure d'ajout de dernière minute, de concession tardive, et peu enthousiaste, à cette convention d'un autre âge, le nom :

« Ça je lui ai dit souvent, moi, à Michel [*un blanc*] Houellebecq. »

Bien entendu, à un premier niveau, c'est d'abord et simplement ridicule, parce que c'est l'expression d'une vanité naïve : on se targue d'intimités flatteuses, ou, à tout le moins d'appartenance à un milieu ou à des cercles, des chapelles, auxquels l'interlocuteur, l'auditeur, le téléspectateur, n'a pas et n'aura jamais accès. Mais c'est aussi le signe d'un phénomène beaucoup plus profond et plus grave, dont on pourrait donner des centaines d'exemples : le moderne ne parle plus pour les autres, ou *selon* les autres,

d'après les autres, *en vertu* des autres ; il parle, sinon tout à fait *pour lui-même* (il continue d'espérer un effet de sa parole…), du moins *selon* lui-même, *d'après* lui-même, en vertu de ce qu'il est, *lui*, et de sa position *à lui* dans l'entrelacs des discours. Après tout Alain Delon l'a bien connu, Luchino Visconti, et l'appelait certainement *Luchino*. Nicolas Sarkozy voyait régulièrement Angela Merkel et l'appelait probablement (j'aurais tendance à dire *hélas*) *Angela* puisqu'il ne manquait pas de lui *faire la bise*, comme disent les journalistes, et sans doute les intéressés eux-mêmes (prénom, tutoiement et *bise* sont une sorte de *package deal* de la modernité sympa). Mais nous, la plupart d'entre nous, les auditeurs, les électeurs, les téléspectateurs, nous, non, nous ne connaissons pas et n'avons pas connu Angela Merkel ou Luchino Visconti, et nous ne les avons jamais appelés par leur prénom. Dans notre langue à nous ils ne sont pas *Luchino* ou *Angela*, non plus que Chéreau n'est *Patrice*.

Il est vrai que les amateurs d'opéra, entre autres passionnés, ont de longue date (mais "moderne" : on disait *Melba*, *Patti*, *Reszke*) une tendance assez agaçante à désigner leurs idoles, surtout féminines, par leur nom de baptême, quand bien même ils ne les auraient jamais rencontrées et ne seraient jamais allés plus loin dans l'intimité que la requête exaucée d'une signature sur un programme, à la sortie d'un théâtre lyrique : *Montserrat*, *Angela*, *Cecilia*, *Renée*, etc. ; et bien vrai également que les hommes et surtout les femmes politiques, selon une homomorphie presque synchrone qui n'étonnera pas, *cf.* supra, sont de plus en plus exposés aux même familiarités, qui d'ailleurs ne sont pas forcément faites pour leur déplaire : *Lula*, *Dilma*, *Ségolène*, *Marine*, etc. Il reste qu'au moment où j'écris ces pratiques, qui se répandent rapidement, ne sont pas encore tout à fait l'usage dominant, et que, de façon générale, on continue, majoritairement, à désigner par leur nom, et non pas par leur prénom, les personnes avec lesquelles toutes les parties au dialogue, ou à l'élocution performative, ne sont pas en termes familiers. Donc Alain Delon ou Nicolas Sarkozy s'exprimant à la radio ou à la télévision et disant *Luchino* ou *Angela* parlent pour eux-mêmes, ou *selon* eux-mêmes, et non pas pour nous, *selon* nous. Ils sont l'aune de leur propre discours. C'est leur propre position dans le jeu des discours, et elle seule, qui détermine leur mode d'expression.

Le phénomène est d'importance parce que jusqu'à présent, et pendant des siècles, on s'exprimait en vertu de son interlocuteur — pas

exclusivement de lui, bien entendu, et il serait exagéré de prétendre que le choix d'un niveau de discours, et ce qu'on pourrait appeler un *angle d'approche*, un point de vue locutoire, dépendait en totalité de la personne à laquelle on s'adressait (ce qui n'eût été nullement souhaitable, d'ailleurs). Néanmoins, si ces données-là, "niveau de discours" et "angle locutoire", de quelque façon qu'on les désignât alors, étaient établies en partie en fonction de ce qu'on était soi-même, certes, et de sa propre position dans l'échange, elles l'étaient aussi, à part plus ou moins égale, en fonction de la position (essentiellement *sociale*, il faut bien le dire, mais liée aussi à l'âge, à la génération, et au sexe) de l'autre partie et de ce qu'elle était, elle.

Un exemple un peu caricatural, car extrême et très anachronique — mais il aura l'avantage de me faire bien comprendre, si besoin est — est celui des conventions de langage entre maîtres et domestiques, au sein de la feue société bourgeoise. Je pense à la fameuse *troisième personne*, si bien nommée, et plus particulièrement aux non moins célèbres, et complémentaires, *Monsieur* et *Madame* des comédies bourgeoises, des drames, des vaudevilles, des romans, et bien sûr des réalités domestiques de l'époque :

« Madame est-elle déjà rentrée ? », demande le maître de maison à son valet de chambre.

« Monsieur vous-a-t-il dit s'il dînait à la maison ce soir ? », veut savoir son épouse de la cuisinière.

Il va sans dire que *Louise* ou *Adalbert* étaient tout à fait exclus, en de pareilles situations, pour parler des conjoints — la maîtresse de maison n'est pas *Louise* pour le valet de chambre, ni son employeur *Adalbert*, pour la cuisinière (pour la cuisinière *s'adressant à sa patronne*, au moins : car il n'est pas exclu qu'en d'autres compagnies, et par exemple avec les autres domestiques, elle ait pris moins de précautions oratoires). On notera qu'en des périodes plus anciennes encore, et plus aristocratiques, un *ma femme* du maître, pour parler de son épouse à son valet, est assez fréquemment attesté, je crois bien. Mais au XIXe siècle les nobles ont adopté, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, grammaire ou manières de table, le formalisme bourgeois, un peu scolaire et appliqué ; et un duc dit bien sûr *Madame la duchesse*, pour mentionner sa femme aux gens de sa maison (et pas *Oriane*…). Je ne sais trop ce qu'il en est de codes linguistiques en usage, au

sein des rapports ancillaires aujourd'hui, d'autant que les uns et les autres se sont beaucoup raréfiés. J'imagine qu'il existe quelques vestiges, certainement rares, du discours à la troisième personne, de *Monsieur*, de *Madame* et des divers protocoles d'antan ; mais je suis à peu près sûr qu'on n'aurait aucun mal à rencontrer rapidement les ubiquiteux prénoms, même en ces contextes désuets :

« Kevin vous a dit qu'on rentrerait tard ? », demande à présent Louise (qui entre-temps s'est débarrassée d'Adalbert…) à sa baby-sitter gabonaise. Cependant les baby-sitters ne sont pas des domestiques, je crois, et je pense que *mon mari*, en pareil cas, l'emporte encore sur *Kevin*, statistiquement.

Toujours est-il que les règles de la civilisation, qui sont celles-là mêmes de la syntaxe (ou l'inverse), exigent, entre les protagonistes de tout dialogue, comme entre les signataires (virtuels) du contrat social (mythique), un langage tiers : ni tout à fait le mien ni tout fait le vôtre, mais celui de la règle, de la loi, de la convention, des contrats en général. *La forme, c'est l'autre*. La syntaxe aussi : "Syntaxe, ou l'autre dans la langue" — ainsi avais-je intitulé une conférence prononcée à la Sorbonne au début de ce siècle, et qui a donné son titre à un recueil d'allocutions paru en 2003 aux éditions P.O.L[1]. Je m'avise que ce titre est un peu ambigu, bien que personne, apparemment, n'ait relevé cette ambiguïté-là, et que le risque de voir s'instaurer l'interprétation fausse qu'elle autoriserait soit très mince. Précisons toutefois, par sécurité, que la définition paradigmatique de la syntaxe comme *autre dans la langue* n'implique en aucune façon qu'il s'agisse, quand on parle ou lorsqu'on écrit *syntaxiquement*, d'être remplacé par l'autre, l'interlocuteur, l'auditeur, le lecteur ; pas du tout de consentir à une substitution à son profit, c'est-à-dire de parler ou d'écrire comme il parlerait ou écrirait *lui*, s'il était à notre place ; pas le moins du monde : mais, plus modérément, et plus sensément, de suggérer, ou de rappeler, que s'exprimer en conformité avec des règles que lui ni moi n'avons établies, c'est, de ma part, prendre en compte son existence et sa présence ; c'est admettre et montrer que j'admets son inévitable différence de langage, de sentiment et d'abord de point de vue ; c'est enregistrer officiellement sa non-coïncidence avec moi, avec mes intérêts, avec mon histoire et mes passions.

Dès lors que je parle, et, a fortiori, que j'écris, je ne suis pas tout à fait moi parce que la langue en général et la syntaxe en particulier ne coïncident

pas exactement avec mes pensées, avec mes pulsions, avec la matière élusive de mon désir ou de mon besoin d'expression ; et bien entendu, encore une fois, dans les mêmes circonstances, je ne suis pas non plus tout à fait l'autre, sans quoi l'échange n'aurait pas de raison d'être, ni même de possibilité de survenir, faute du moindre espace entre nous pour son déploiement. Pourtant, en m'exprimant syntaxiquement, ou en m'y efforçant, je reconnais qu'*il y a de l'autre*, que la langue ne m'appartient pas, qu'elle nous est commune à mon interlocuteur, à moi et à d'autres — de sorte que ni l'un ni l'autre ne devons la traiter trop familièrement, comme si elle était notre chose et rien d'autre ; et aussi (mais nous aurons l'occasion d'y revenir largement, je pense) qu'elle ne m'est pas exactement contemporaine, ou pas exclusivement : qu'elle a existé avant moi et qu'il faudra bien qu'elle existe après : bref, que je ne saurais me l'approprier (elle est comme ces monuments historiques ou ces grandes œuvres de l'art dont même les propriétaires ne sont pas tout à fait les maîtres parce qu'ils en sont comptables devant les morts et devant les générations à naître).

La syntaxe est bien entendu un formidable instrument de liberté, il est même assez probable qu'il n'y a pas de liberté sans elle, surtout de liberté d'expression (d'autant que les possibilités d'expression, dès lors qu'elle n'intervient pas, atteignent bien vite leurs limites) ; cependant il faut bien reconnaître — et c'est une des difficultés qu'il y a à sa défense, en une société où elle est gravement menacée alors que la liberté individuelle et immédiate est sacrée — il faut bien reconnaître que, *dans un premier temps*, elle est une contrainte, pour la liberté. S'exprimer syntaxiquement, c'est d'abord dire *moins* que ce que l'on voudrait dire, et moins exactement, et moins directement ; c'est coïncider moins étroitement, dans l'agencement de ses mots, avec la pulsion qui nous a fait ouvrir la bouche, prendre la plume ou toucher des doigts un clavier ; c'est consentir à ces détours, ces atermoiements, ces remises à plus tard que sont la grammaire, l'analyse logique, le respect des règles ; mais c'est aussi, bien souvent, renoncer, à cause de ces détours consentis, à une partie du bagage qu'on entendait transporter et transmettre, et qu'on est obligé de laisser sur le bord du chemin, ou sur le quai de la gare : à ceci près, bien sûr, et telles sont les limites de ma métaphore (*metafora*, un *diable*, au sens bagagiste du terme, en grec moderne), qu'on pourra toujours revenir la chercher, et le plus vite possible, au prix d'un autre détour. Au demeurant il n'y a là, dans cette

renonciation provisoire à un peu de soi-même et de son *vouloir dire* (comme on disait à la grande époque de la “théorie du texte”), qu’une manifestation parmi cent de ce *moins pour le plus* qui est au principe même de toute civilisation, de tout contrat social, de toute citoyenneté, de tout pacte d’in-nocence, de non-nuisance : moins de violence, moins de pulsion, moins d’immédiateté, moins de liberté (de nuire, ou seulement de déranger), moins de *soi* ; mais, en retour, plus de tranquillité, plus de sécurité, plus de liberté (d’être) ; et finalement plus d’être, plus de latitude d’être plus. La civilisation a été inventée pour rendre possible la sécurité, bien sûr, qui est une des exigences préalables de la liberté ; mais aussi, et c’est moins souvent relevé, la solitude, la méditation et le silence (quand ils sont souhaités, bien sûr — mais plus il y a de civilisation plus ils sont souhaités, je crois bien).

Décivilisation, déculturation, prolétarisation, *soi-mêmisme* (ainsi que j’ai nommé de longue date l’idéal contemporain d’*être soi-même* avant tout, c’est-à-dire de coïncider avec ce qu’on est déjà, sans contrainte extérieure, en dehors de toute convention, perçue comme nécessairement aliénante) : ces forces à l’œuvre s’entendent conjointement à abolir ou oublier ce pacte fondateur de la citoyenneté fût-elle passive, le *moins pour le plus ;* à faire régresser *en deçà* de lui, en amont de la convention qui l’instaure, l’individu et la société. L’avènement de la société des prénoms et l’effondrement syntaxique ne font pas que coïncider dans le temps, par l’effet fortuit de quelque hasard : ils participent l’un et l’autre d’un même phénomène plus large qu’eux, à savoir la marche en avant triomphale du *même*, de la similitude des êtres, des territoires et des choses ; de ce *simili* en quoi s’imbriquent le similaire et le faux, pour la plus grande gloire et l’emprise renforcée de ce que j’ai appelé ailleurs le *faussel*, règne du faux, double inversé du réel. Elle est d’autant plus foudroyante, cette marche, qu’elle s’opère sous le couvert menteur d’une exaltation constante et même d’une sacralisation officielle de la prétendue *diversité*, elle-même fourrier à peine paradoxal de la croissante ressemblance du monde à lui-même, du grand marché planétaire, de la banlieue généralisée, du village universel. Entre se contraindre, d’une part, s’adressant à des tiers, à n’appeler pas les gens dont on leur parle comme on les appelle soi-même, mais à les nommer comme ces tiers les nomment, et se forcer, d’autre part, à s’exprimer selon des règles établies, extérieures et antérieures à soi-même, et non pas en vertu de

la seule immédiateté du sens et de la pulsion, il y a le point commun d'une affirmation de soi comme citoyen et comme résident sur la terre parmi d'autres, volontairement soumis à ces chartes partagées, ou qui devraient l'être, que sont la grammaire, la Constitution, la civilité, tous ces socles et ces conditions de la liberté méthodique et médiatisée de chacun ; et non pas comme individu entièrement autonome, ressortissant sans devoir d'un monde d'avant la loi ou d'après son empire — réensauvagé.

L'effondrement syntaxique, en France, mais sans doute aussi dans bien d'autres pays du monde, est un des événements majeurs de ce début de millénaire. Il va sans dire qu'ont toujours existé des gens qui parlaient bien et d'autres qui parlaient mal ; mais ce qui est nouveau à présent c'est que la plupart de ceux qui parlent bien parlent mal. Je veux dire par là que même les personnes qui, de par leur statut social et culturel, leurs diplômes, leurs fonctions au sein de la société, du corps professoral ou de la caste médiatique, par exemple, sont censées parler bien — et sans doute parlent mieux, en effet, avec plus de fluidité et d'aisance, que la plupart de leurs contemporains et concitoyens —, même celles-là, en fait, *parlent mal*, ou du moins sans s'astreindre au respect des règles grammaticales : soit que ces personnes estiment, par hostilité à la convention ou par goût affiché de la simplicité, de l'égalité, du naturel, ne pas devoir s'y soumettre ; soit, plus vraisemblablement, qu'elles n'en aient pas une connaissance bien nette, voire le moindre soupçon. Tous les professeurs d'université n'en sont pas encore tout à fait, sans doute, à dire : *moi, c'que j'ai bien envie (quelque part)…*, ou à demander : *en fait qu'est-ce qu'il a besoin, l'apprenant ?* ; mais la plupart ne sont plus au-dessus, désormais, de : *réfléchir à comment gérer les flux* ou de : *s'interroger un peu sérieusement sur qu'est-ce que c'est fondamentalement la culture* (c'est en effet capital…).

Il y a à cet état de fait toute sorte de motifs, si étroitement liés les uns aux autres qu'ils n'en constituent, pour ainsi dire, qu'un seul : écroulement du système éducatif, depuis si longtemps en cours que les conséquences s'en font désormais sentir jusqu'en les couches supérieures du corps enseignant et des diverses professions jadis réputées "intellectuelles", "élitistes" ou "bourgeoises" ; éradication de la classe cultivée, par le truchement de l'impôt, de l'imbécillisation médiatique de masse et du "tronc commun" scolaire (au sens le plus large) ; interruption, dont nous venons de faire état, des processus traditionnels de transmission culturelle,

non seulement d'une génération à l'autre mais aussi, dans une moindre mesure, d'une classe à l'autre (en Angleterre, par exemple, l'admirable *gentry*, présente dans le moindre village et véritable épine dorsale de la puissance britannique tant qu'elle dura, avait fait beaucoup pour un degré exceptionnel de pénétration dans les masses des modes et des modèles, des façons d'habiter, de se tenir, de manger ou de se vêtir, des couches les plus évoluées de la population) ; prolétarisation générale (des personnages de le Belle Époque, ou même de 1950, s'ils revenaient parmi nous, seraient persuadés qu'il n'y a plus dans nos rues, dans nos boutiques, dans nos théâtres, et a fortiori sur nos sites de vacances et dans nos hauts lieux touristiques, que des indigents dépenaillés aux attitudes de clochards et au langage incroyablement relâché) ; assimilation systématique de toute aspiration à la forme à de l'ostentation, de toute résistance à la déculturation à du mépris de classe, de tout attachement à la hiérarchie des genres à du réactionnarisme borné.

On pourrait continuer longuement de la sorte ; mais je ne veux pas m'éloigner à l'excès de notre sujet : la prolifération de l'usage des prénoms dans les échanges contemporains. Des questions que pose cet accroissement pléthorique nous n'avons abordé jusqu'à présent que des aspects marginaux, liés au cas particulier, mais significatif, je crois, de ces locuteurs, publics, le plus souvent, qui, désignant publiquement par leur prénom des individus que leur auditoire, lui, n'a aucune raison de mentionner autrement que par leur nom, font preuve d'une sotte vanité mais surtout, c'est le point capital, se placent abusivement au centre du dispositif de la parole. C'est par là, par cet abus, que ce versant mineur de notre thème pouvait servir d'introduction à l'ensemble de notre façon d'en traiter, parce que ce soi-mêmisme à l'œuvre, sur le plan individuel, dans les exemples que je viens d'avancer, se retrouve partout opérant, autour de la même question des prénoms, à l'échelle d'une société, d'une époque, d'une conception du monde ou de soi-même, pour un milieu idéologique donné, qui se trouve n'avoir pas de bord, pas de frontières, donc pas d'extérieur (détail qui suffit à le distinguer, comme il convient, d'un simple milieu social et politique — et puis ce n'est guère un *milieu*, puisqu'il n'a pas de bords[2]).

Le pré-nom, est-il besoin de le souligner, c'est ce qui *précède* le nom. Je rappelle au passage, et pour mémoire, que cette question de la position du

prénom par rapport au nom a constitué pendant longtemps, et constitue encore un peu, dans la mesure où il existe encore des classes, culturellement, langagièrement, une frontière de classe, au même titre que *bon appétit*, mettons, ou *ce midi,* ou les verres posés à l'envers ou à l'endroit, sur les tables, ou l'accrochage, ou pas, d'objets divers au rétroviseur central des voitures : prolétariat, paysannerie, artisanat et petite petite bourgeoisie avaient tendance à placer le prénom *après* le nom — le *Lacombe Lucien* de Louis Malle, sur un scénario écrit à quatre mains avec Patrick Modiano, joue amplement sur cette particularité —, un usage venu peut-être de l'école communale ou du régiment, et dont le considérable élargissement, à en juger par le courrier qu'on reçoit (*Monsieur Camus R.,* m'écrit *Le Monde*, jadis journal quasi officiel de la "classe cultivée", c'est-à-dire, pour aller vite, de la "bourgeoisie intellectuelle"), témoigne bien de la prolétarisation de l'existence, c'est-à-dire de l'extension rapide à l'ensemble de la société des pratiques, et avant tout des modes de langage, qui étaient jusque-là l'apanage des milieux dits, en sabir socio-culturel, "culturellement défavorisés".

Mais c'est dans le cours de l'existence, aussi bien, que le prénom précède, ou précédait, le nom. C'étaient les *enfants* qu'on désignait par leur prénom, et même, hors de la famille, les très jeunes enfants seulement — l'accession à l'école se traduisant aussitôt, alors, par une accession au nom, selon la structure du *moins pour le plus*, sans cesse récurrente dès lors qu'il s'agit de constituer et d'entretenir une organisation sociale, une Cité, une nation : moins d'intimité, en l'occurrence, moins de familiarité, moins de douceur, plus de responsabilité, plus de distance, plus de citoyenneté, plus de maturité, plus de raison, plus de forme. On serait tenté d'ajouter, puisque nous faisons référence ici à un état de choses révolu, qu'il s'agissait aussi de passer de l'univers des femmes à celui des hommes. Les filles aussi, il est vrai, accédant aux diverses institutions d'éducation, administrées presque exclusivement par des femmes, dans leur cas, entraient, à cette époque lointaine, dans le monde du nom. C'était toutefois de façon moins rigoureuse, il me semble. Certes les professeurs les appelaient par leur nom, précédé ou pas de *mademoiselle*, dans les lycées, pensionnats et collèges de la fin de l'ère bourgeoise ; mais je crois bien qu'entre elles elles s'appelaient par leur prénom, majoritairement, alors que les garçons, eux, au moins jusqu'au dernier quart du XXe siècle, s'appelaient par leur nom,

comme le faisaient leurs aînés (ainsi qu'en témoignent très majoritairement, par exemple, les correspondances d'écrivains : *Mon Cher Villiers*, *Cher Verlaine*, *Mon Cher Gide*, *Cher Nimier*, etc.). Il paraît admissible de retenir, en tout cas, que la tendance à l'usage du prénom (plutôt que du nom) est plus féminine que masculine, plus marquée parmi les femmes que parmi les hommes. D'ailleurs, même aujourd'hui, je l'ai déjà souligné, parmi les personnages publics, et particulièrement les personnalités politiques, ce sont plutôt les femmes que les hommes qui sont couramment désignées par leurs seuls prénoms : *Ségolène*, *Marine*, bien plus que *Nicolas* ou *François*. Faut-il rappeler ici que le nom de famille est également appelé *patronyme*, et l'était exclusivement jusqu'à l'introduction récente du *matronyme*, qui laisse un choix et qui, justement parce qu'il laisse un choix, doit encore apporter la preuve qu'il est aussi capable que son homologue masculin d'assurer la constitution et le maintien repérable de lignées : cela si tant est, bien sûr, qu'un tel objectif soit désirable, désiré. On peut sans doute prudemment poser, en attendant, que le prénom et son succès, qui marquent indubitablement une inclinaison vers l'enfance, au sein d'une société, vers l'infantilisation, vers l'élargissement à tous les âges, en matière de langage, de vêtement, de loisirs et de divertissement, des pratiques du début de la vie ou de la jeunesse, sont aussi l'indice d'une féminisation, d'un affaiblissement du poids comparatif des hommes.

De nos jours les noms ont pour ainsi dire disparu de l'école, de même que s'en est effacé le voussoiement — ces deux retraits presque complets étant d'ailleurs, bien entendu, étroitement liés. C'est là un des curieux et nombreux paradoxes qui s'attachent à l'enfance et à l'adolescence dans notre état social : l'une et l'autre sont de plus en plus courtes, au point que le sens de ces mots a glissé, mais vers le haut, vers l'amont chronologique ; et qu'un adolescent, devenu entre temps, bien laidement, un *ado*, et qui avait plutôt entre quinze et dix-huit ans, il y a de cela une ou deux générations seulement, en a plus volontiers treize ou quatorze à présent ; l'enfant, devenu, lui, non moins vilainement dans cette acception large, un *gamin* ou une *gamine,* est remonté en âge en conséquence, lui aussi, et ne peut guère avoir plus de douze ou treize ans.

On sait combien la pédophilie est avec le racisme une des deux hantises majeures de l'époque, comme le furent à d'autres le sacrilège ou le parricide : les deux termes, *pédophilie*, *racisme*, étant d'ailleurs aussi mal

définis l'un que l'autre et recouvrant tous les deux, par une dangereuse facilité, des réalités et des pulsions aussi éloignées que possible les unes des autres, et qu'il est absurde de réunir sous une même étiquette. L'obsession collective à ce propos, qui fait qu'un homme de mon âge, et d'ailleurs de n'importe quel âge, ne peut plus, je m'en suis avisé l'autre jour, demander son chemin à une petite fille de douze ou treize ans, même et surtout s'il n'y a personne d'autre à proximité, dans un village, s'accommode, c'est un des paradoxes dont je parlais, d'une sexualisation visuelle à outrance des âges les plus tendres : de la part de la publicité bien sûr, c'est son métier, mais aussi des intéressés eux-mêmes, et surtout des *intéressées*, qui se vêtent couramment désormais (c'est encore plus frappant en Grande-Bretagne qu'en France), et même pour se rendre au collège, ou au lycée, dont les responsables n'osent trop rien dire, ou n'y songent pas, d'une façon qui, à n'importe quelle autre période de l'histoire de la civilisation, n'eût évoqué rien d'autre que la prostitution la plus hardie, telle qu'on doute même qu'elle ait jamais pu, il y a un siècle ou quatre, s'afficher en comparable appareil dans les rues de nos capitales du plaisir. En Angleterre un samedi soir, quand ces demoiselles de la *high school* sortent en ville, on jurerait, face à leurs très hauts talons qui les portent à peine, à leurs petits shorts ou leurs jupettes qui s'arrêtent à peine sous la hanche (pour rester poli), à leur petit sac au bout d'une lanière ou d'une chaîne à l'épaule, et avec lequel elles font des moulinets, à leurs maquillages sanguinolents ou blafards, outrés, que toutes ces lolitas mal assurées sur leurs jambes, mais délurées, sont les pensionnaires d'une curieuse maison close on ne peut plus spécialisée, et qu'elles sont descendues sur le trottoir pour l'ébaubissement de populations qui pourtant, habituées, résignées, hébétées, les considèrent d'un œil tout à fait placide. Il faut reconnaître que les musulmans disposent en ce spectacle d'un argument de poids, en faveur de leur voile si ce n'est de leur niqab, pour leurs femmes et leurs filles ; lesquelles, en leurs belles tuniques tombant jusqu'aux talons, sont facilement plus élégantes, et paraissent l'expression d'une civilisation plus haute, que les petites créatures au pied cambré, cuisses et ventre nus, fine fleur tardive et tristement vénéneuse de l'Occident chrétien.

Donc des enfants et des adolescents qui, par les libertés dont ils jouissent, sexuelles ou paraissant telles, mais aussi juridiques et surtout comportementales ; par le ton dont il est devenu loisible qu'ils usent à l'endroit des adultes, à commencer par leurs parents, et sans exclure leurs

professeurs ; par les prestiges dont les pare le jeunisme ambiant, sans oublier les avantages et les supériorités que leur confère une plus grande facilité d'adaptation aux technologies de pointe, sont adultes et jouissent de plus en plus tôt de droits d'adultes (il est d'ailleurs question, étant donné sans doute l'exceptionnelle maturité et la large culture dont fait preuve notre jeunesse, d'abaisser l'âge de la majorité légale à seize ans) ; et, *simultanément* — c'est le paradoxe auquel je voulais en venir dans la forêt des paradoxes —, simultanément, ces façons de plus en plus puériles qu'on a de s'adresser à eux jusqu'à un âge avancé à l'intérieur de leur tranche d'âge, puisque ce sont maintenant jusqu'aux étudiants que la télévision tutoie systématiquement, et appelle d'emblée, automatiquement, par leur prénom. Il est vrai que la télévision, et la radio pareillement, appellent presque *tout le monde* par son prénom, les seuls qui en réchappent, pour le moment, étant les personnes d'un certain renom, celles qui justement "ont un nom", comme on dit : cette expression du langage courant montrant assez, au demeurant, le caractère de *privilège* du nom, les anonymes, eux, ceux qui ne sont personne en particulier, ne disposant que d'un prénom, comme le montrent les sous-titres ou légendes des séquences de micro-trottoir, au bas des écrans ; et que le nom soit privilège suffit à montrer combien il est menacé, en société culturellement égalitaire, qui ne tolère d'autre inégalité que celle de l'argent, denrée immédiatement convertible en monnaie commune. Il est vrai aussi que la plupart des enfants et des adolescents, et même des jeunes gens et jeunes filles, détestent qu'on s'adresse à eux autrement que de cette façon-là, et qu'on s'avise de les voussoyer et d'user de leur nom plutôt que de leur prénom ; ne parlons même pas de les appeler *Monsieur* ou *Mademoiselle*. Tout formalisme courtois à leur égard les inquiète, ou même les agace : ils soupçonnent que l'on se moque d'eux, ou que l'on fait des manières, ou que l'on prétend leur faire adopter une étiquette et des protocoles qui sont tout ce qu'ils détestent et qu'ils assimilent sans réserve, et de façon exclusive, à l'inauthenticité, à l'ostentation, à la pose, à la contrainte honnie.

C'est que l'éducation qu'ils ont reçue, et bien davantage encore l'absence de celle qu'ils n'ont *pas* reçue, les ont persuadés qu'il n'y avait qu'une seule manière de s'adresser aux gens, en toute indépendance des circonstances et de la qualité des participants à l'échange — et, pour ce qui est d'eux-mêmes, c'est en les tutoyant, et en les appelant par leur prénom, si

on le connaît. Ils ont été enseignés dès la petite enfance à user d'un seul mode de discours en toutes les situations et toutes les configurations d'échange de la vie, et par exemple à tutoyer leur institutrice puisqu'elle les tutoie, et à l'appeler par son prénom puisque c'est ainsi qu'elle s'adresse à eux. J'ai d'ailleurs tort de dire qu'on leur a *appris* à en user de la sorte. Il serait plus juste de relever qu'on ne leur a pas appris à en user différemment. Ils s'expriment comme cela leur vient dans le milieu dont ils sont issus ; lequel, avec une petit marge de cinq ou dix pour cent sur un de ses côtés et sur l'autre, est à peu près le même, désormais, pour tout le monde, culturellement, et quant aux codes de comportement. Et d'autre part il faut bien convenir que, de façon générale, le tutoiement est beaucoup plus naturel que le voussoiement. La majorité des langues le connaissent seul, et c'est la croix et la bannière d'expliquer à leurs locuteurs les origines, la signification et la portée de ce qui leur semble une coutume tribale totalement dépourvue du moindre fondement en raison. Qu'il suffise ici de suggérer, ou de rappeler, que le précieux voussoiement, qui évoque évidemment un dédoublement de la personne, un décollement, une non-coïncidence avec elle-même, est merveilleusement en accord, à un profond niveau, avec les exigences conjointes, tant de fois évoquées entre ces pages, du mythique et fictif contrat social, de la convention de citoyenneté, du pacte d'in-nocence, de la syntaxe, de la littérature : j'ai nommé bien sûr le *moins pour le plus*. Une société et une langue qui pratiquent le voussoiement impliquent que les individus sont doubles, qu'il existe en eux un sanctuaire soustrait aux trivialités de paraître et de parler, que m'adressant à eux ou interpellé par eux je n'engage qu'une partie de mon être et du leur, qu'une autre est intouchée par les échanges, protégée, intacte, laissée à la jouissance de cette monarchie solitaire, l'*être* ; ou bien disons, pour demeurer plus séculier et n'effaroucher point : la *personne*.

Je parlais à l'instant de citoyenneté, j'ai mentionné le contrat social, on pourrait m'objecter que la Révolution française, dans le même temps qu'elle instaurait le citoyen (et se livrait sur les noms et prénoms, largement renouvelés, à une intense activité onomastique), rendait le tutoiement obligatoire ; j'objecterais à l'objection que cet exemple est mal choisi (d'autant qu'il vient de l'être par moi…) et qu'il apporte à mon moulin plus d'eau qu'il ne lui en faut, et de sang : car la période révolutionnaire du tutoiement obligatoire correspond exactement, est-ce un hasard, à la Terreur. Loin de moi d'insinuer que c'est le tutoiement qui amène la Terreur

(*encore que*… — mais pas forcément la guillotine, tout de même). Cependant je ne suis pas éloigné de croire que dans les sociétés et les langues où le voussoiement est la règle, hors relations de famille (et encore…), la Terreur, pour s'exercer, a besoin du tutoiement, qui laisse l'être sans protection psychologique, mais surtout ontologique, le dépouillant de son espace intérieur, de ses chambres d'appel, de son aire de *jeu*, de branlement, de retranchement et de palinodie.

Un autre indice de la charge d'agressivité que comprend le recours au tutoiement, et au prénom qui, dans cette affaire, lui est étroitement lié, c'est la fréquence et presque l'inévitabilité de leur apparition sitôt que le ton s'aigrit et que la conversation tourne au vinaigre, sur les dits "réseaux sociaux". Il n'est troll qui se respecte, si l'on peut risquer l'oxymore, qui ne connaisse les ressources dommageables de ces attaques en piqué. Souvent elles laissent l'adversaire tout à fait sans défense, dans la mesure où il n'a d'autre alternative que d'entrer dans le jeu de son adversaire et de se placer sur son terrain, ce qui n'est jamais de très bonne tactique, ou bien de refuser l'affrontement, voire d'évacuer les lieux, ce qui passe rarement pour une victoire.

Les polices peu démocratiques, ou très démocratiques au contraire, je ne sais, font également un large usage du tutoiement, le plus souvent dans l'intention d'humilier, de blesser, de bien marquer un rapport de force qui leur est favorable. Les polices formalistes, qui sont ce que les polices doivent être, à mon avis, s'en abstiennent au contraire, lorsque c'est possible. Ce l'est hélas de moins en moins, parce qu'elles ont affaire à des populations ou des générations auxquelles ces figures de style et ces attitudes rhétoriques sont inintelligibles.

À l'école le passage au tutoiement et au prénom ne saurait être rangé parmi les agressions, bien entendu, et je ne me donnerai pas le ridicule de le présenter comme tel. Il procède au contraire d'une volonté maternante de douceur, de cordialité, de *convivialité* j'en ai peur, de chaleur humaine : la même qui se manifeste dans la montée irrésistible du mot *maman*, *une maman*, *les mamans*, pour désigner les mères. Il s'agit d'adoucir autant que faire se peut, de rendre insensible jusqu'à l'amener à disparaître ou peu s'en faut, la rupture entre le monde de l'enfance, et même de la petite enfance, du cocon familial, et celui de l'école et, à travers ce dernier, de la Cité, du monde adulte, du *pas-soi*, du *pas-moi*, de l'univers dont le sujet n'est pas le

centre, ni l'aune. Faut-il souligner que cette rupture devenue de moins en moins marquée, presque inexistante, l'école ancienne y mettait au contraire son point d'honneur, c'est le cas de le dire, car elle était le contrat social en acte et figurait à l'échelle de chaque vie particulière le pacte fondateur, le traité d'in-nocence réciproque, l'imposition de la forme ? Ainsi s'explique la singulière coïncidence, au sein de notre société, du plus extrême et plus écœurant gnangnisme — les *papas*, les *mamans*, les *mamies*, les *gamins*, les *gamines*, les *grands frères*, les *petites sœurs*, les *prénoms*, les *bises* et les *bisous*, le caractère de plus en plus compassionnel de ce qui est censé être le pouvoir politique, et qui a été désigné comme tel par le suffrage universel ; et, simultanément, l'extrême violence de la vie quotidienne, la brutalité des rapports sociaux, les problèmes de voisinage, la nocence généralisée, la grossièreté sans précédent du langage, avec cette note spécifiquement française, sur laquelle il faudra bien s'interroger un jour, Cambronne à l'appui : l'obsession de l'excrément, telle qu'elle se traduit dans les propos les plus ordinaires par le flot continu de *merde* et d'*emmerdements*, sans parler des variations permanentes et proliférantes autour du verbe *chier*. Or non seulement il n'y a, en fait, pas la moindre contradiction, mais ceci est au contraire la conséquence de cela. Infantilisme complaisant et grossièreté, puérilité niaiseuse et violence vont la main dans la main. On pourrait les placer sous l'instance commune d'un unique défaut, mais comment appelle-t-on en français le *toilet training* ? *Initiation à la propreté* ? *Entraînement à l'hygiène de soi* ? C'est devant cette ascèse du détachement des pulsions primitives que certaines civilisations autocomplaisantes reculent et vacillent, et non seulement c'est elles-mêmes qui en sont compromises mais le principe même de la civilisation en général, laquelle peut d'autant moins faire le sacrifice de ce *moins pour le plus*, le sacrifice de ce sacrifice-là, le détachement d'avec soi et d'avec les *mamans*, d'avec le babil premier, que ce renoncement, ou plutôt ce dépassement, est la pierre qui la fonde.

Aussi bien ce n'est pas seulement de l'école que les noms ont disparu, c'est, pareillement, de la plupart des entreprises, du monde du travail en général, de la majorité des rapports sociaux, de la télévision de divertissement, autant dire de la télévision tout court, où le prénom règne quasiment seul. Or, que le prénom soit immédiat, lors des rencontres nouvelles, il s'y perd, infiniment plus précieux à mon sens que la familiarité un peu rustre et aplatissante qui s'impose là, le lent cheminement délicieux

de l'*intimité*, qui, ne connaissant plus de degrés alors qu'elle est toute degrés, nuances, subtilités, étapes à franchir ou à ne pas franchir, est broyée par sa rivale. La familiarité porte superbement son nom, d'ailleurs : il s'agit avec elle de reproduire, et en l'occurrence de généraliser, le type de société et de rapports entre les êtres qui a cours au sein de la cellule familiale. Pourtant, institutionnaliser la sortie du cadre et du modèle familial, distinguer clairement entre eux et les lois de la Cité, dépasser la famille (sans le moins du monde la renier), voilà qui paraissait constituer, au contraire, le mouvement même par lequel s'institue dans ses droits et ses conventions le politique ; et les moments reconnus de haute civilisation semblent s'être distingués plus par une formalisation parfois extrême de la famille (on s'appelle couramment *Monsieur*, aux siècles classiques, entre père et fils, et cela non seulement dans la noblesse mais dans la paysannerie) que par une *familiarisation*, si j'ose dire, des relations sociales dans leur ensemble.

L'influence anglo-saxonne est ici indéniable. Je dis *anglo-saxonne* plutôt qu'américaine parce que le règne des prénoms est désormais aussi fermement établi en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, et beaucoup plus encore qu'en France. Tel qui prétendrait s'y dérober serait au mieux un excentrique, au pis un ennemi public, de toute façon un peu sympathique personnage, et par définition un inadapté. À peine la présentation ou la rencontre a-t-elle eu lieu, c'est à qui dira le premier *Call me John* ou *Call me Mary*, quand ce n'est pas, variante, *May I call you Renaud ?* Dans un cas comme dans l'autre il ne fait pas bon se soustraire à l'invite, ou à l'injonction. Le cas n'est d'ailleurs pas prévu.

Pour ce qui est de la pratique des médias, outre-Manche et outre-Atlantique, je crois comprendre qu'elle est à peu près celle-ci : qu'il s'agisse, en leurs articles ou reportages, de pianistes, d'écrivains, d'épouses d'hommes politiques ou de la responsable des jardins d'un monument historique quelconque, on donne une fois son prénom et son nom, la première fois que cette personne est mentionnée ; et ensuite elle n'est plus qu'un prénom. Il n'y a d'exception éventuelle que dans les revues savantes, ou militantes, ou les deux, qui tiennent à se distinguer en désignant les femmes de leur nom seul, au contraire, sans prénom, en rupture assumée avec la tradition, et pour les individus extrêmement antipathiques, et clairement identifiés comme tels : les criminels, les escrocs, les adversaires

de la mixité sociale ou du métissage ethnique. Le prénom, en effet, est censé apporter avec lui une puissante charge de sympathie et donc, à ce titre, faire beaucoup pour l'harmonie du monde. Il est en même temps étroitement lié, non pas tant à une revendication d'égalité, qu'à la constatation benoîte, un peu agressivement paisible, allant de soi, quoique largement optative, et passablement illusoire, que l'égalité ontologique et culturelle est déjà là, à défaut de l'égalité économique, peut-être, et qu'il n'y a plus qu'à en jouir — autant dire et répéter qu'il serait fort imprudent, un véritable suicide social, de prétendre esquiver pareils signes.

Il n'est pas jusqu'aux rapports d'affaires, ou tout à fait techniques, voire administratifs, ou bancaires, qui ne soient affectés par ce qu'on n'ose appeler une *mode*, puisque cette façon de faire, et de dire, et de nommer, fait florès depuis cinquante ans au moins, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et qu'elle ne donne aucun signe, bien au contraire, de commencer à s'essouffler. Elle est d'autre part trop étroitement en liaison — c'est ce que l'on s'efforce de montrer ici — avec l'ensemble des évolutions des diverses sociétés au sein desquelles elle s'observe, si ce n'est avec l'évolution de l'espèce en général, dans sa prolifération et la promiscuité s'ensuivant, pour qu'on puisse l'envisager comme un simple et passager engouement parmi les attitudes sociales.

Je me rappelle mon étonnement, pour ne pas dire plus, lorsque, tâchant de m'assurer par téléphone, et paiement par carte bleue, il y a de cela plusieurs lustres déjà, un abonnement à une revue rurale britannique, pourtant plutôt conservatrice en matière de pratiques et de comportements collectifs, croyais-je, je fus dirigé vers un homme qui apparemment réglait ce genre d'opérations pour toute sorte de journaux et de magazines, et dont l'une des premières questions fut pour me demander s'il pouvait m'appeler par mon prénom, pour le cours de notre entretien. Je n'osais pas lui dire tout à fait *non* mais il dut percevoir à mon marmonnement dilatoire (je crois m'être excusé sur mon caractère de *Français*, peu familier de cet usage) que sa requête ne suscitait pas en moi de particulier enthousiasme, parce qu'ensuite il n'en fut plus question. Toutefois il n'alla pas jusqu'à se servir de mon nom de famille, selon une autre pratique anglo-saxonne qui s'est acclimatée en France et en français encore plus largement que les prénoms, profitant de sa coïncidence avec la coutume de la paysannerie et de la petite bourgeoisie triomphante, qui de longue date disaient déjà, comme des

Américains, mais non certes à cause d'eux, *Monsieur Lefebvre* ou *Madame Chemin*, et non pas *Monsieur* ou *Madame* tout courts, comme l'eût voulu la classique règle française, aristocratique et bourgeoise, qui considérait, disait-on, que les gens connaissaient leur nom et qu'il était inutile de le leur rappeler en toute occasion. Je soupçonne pour ma part, et j'espère, une explication moins triviale. De toute façon *Monsieur Lefebvre* ou *Monsieur Gaudin* l'ont si largement emporté qu'il ne reste à peu près plus personne pour se plaindre d'eux, ni pour soupçonner qu'il y ait lieu de le faire. Un grand hôtel qui aurait si bon ton — mais je ne crois pas qu'il en existe (le *bon ton* n'est pas le fort des grands hôtels, globalement) — que son personnel n'appellerait pas les clients *Monsieur ceci* ou *Monsieur cela*, ni ne leur souhaiterait *Bon appétit !*, ce sont les clients qui s'en jugeraient mal traités, estimeraient qu'on n'en userait pas avec eux avec suffisamment de politesse, et s'en plaindraient. Vivre n'est pas facile, dans l'ensemble.

L'homme des magazines, décontenancé par ma dérobade, se contenta de ne pas m'appeler du tout. Quant à tous ces gens qui, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, mais dans la plupart des pays du monde, à présent, et certainement en France, s'empressent de vous assurer avec effusion, à peine avez-vous été présentés, que vous pouvez et même *devez* les appeler par leur prénom, et qui vous demandent, mais comme on pose une question purement mécanique, à laquelle il n'est pas concevable que la réponse soit *non*, s'il peuvent vous appeler par le vôtre, ils n'ont pas l'air d'imaginer un seul instant que vous puissiez n'en avoir pas plus envie que cela, et que votre idéal de la vie sociale puisse être autre chose que les progrès indéfinis de la familiarité dans le monde. C'est assez étonnant car ce trait, des siècles durant, n'a pas du tout été considéré comme souhaitable, dans les échanges entre les individus, dont il importait plutôt qu'ils fussent placés sous l'instance de la politesse, de la courtoisie, des égards réciproques, de préférence éclairés par la gentillesse, l'amabilité, la cordialité et l'usage du monde. Il s'agissait avant tout d'*y mettre les formes*, pour ne pas dire *la* forme, témoignant de la sorte sa bonne volonté sociale, son attention à l'autre, sa résolution d'in-nocence, de non-nocence. C'est par un retournement presque complet qu'à l'exigence d'être poli, de faire preuve de bonnes manières, de marquer en toute circonstance sa courtoisie, succède parmi nous l'exigence d'être sympathique, ou plus exactement *sympa*, c'est à dire de ne pas en avoir, de manières, et surtout de ne pas en faire.

Dans un assez médiocre film de Roger Mitchell, *Hyde Park on the Hudson* (*Week-End royal*), le président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, reçoit, en juin 1939, dans une résidence privée appartenant à sa mère, Hyde Park on the Hudson, le roi Georges VI d'Angleterre et son épouse la reine Élisabeth, qui ont accédé au trône peu d'années plus tôt, à la suite de l'abdication d'Édouard VIII. Le nouveau roi bégaie, comme on sait, il n'a pas été élevé pour porter la couronne, sa femme et lui sont beaucoup plus jeunes et infiniment moins expérimentés en matière politique que leur hôte ; qui pis est, ils viennent aux États-Unis en solliciteurs, car ils savent la guerre imminente et ils ont reçu pour mission du gouvernement britannique de s'assurer le soutien économique, et si possible militaire, de l'Amérique, dans le conflit vital dont tout le monde sait bien qu'il va s'engager très bientôt. Bref, ce jeune couple est très intimidé et mal à l'aise, nerveux, d'autant que dans une demeure particulière, de bonne taille, sans doute, mais tout à fait bourgeoise, il est tout à fait coupé de son entourage coutumier, ne dispose pas des courtisans et du personnel domestique qui sert habituellement de coussin entre le monde et lui, et se sent tout à fait perdu, exposé, sans défense.

Un des moments les plus pénibles, pour lui mais aussi pour les spectateurs qui ont tendance à s'identifier à lui, ne serait-ce qu'en tant qu'Européens, est celui où Eleonor Roosevelt, la femme du président, intellectuelle de renom, demande à la reine, à la manière américaine, et puisque les choses, entre elles, semblent ne se passer pas trop mal après tout, si elle peut l'appeler par son prénom, *Élisabeth* (il s'agit de la future "reine-mère"). Et la pauvre jeune reine, prise entre deux devoirs, est totalement désemparée : car elle et son mari ont bien sûr pour royal mandat de s'assurer la sympathie et l'amitié américaines, dont le royaume a grand besoin, et dont on peut supposer qu'ils commencent par la sympathie et l'amitié présidentielles ; d'un autre côté ils ne peuvent pas oublier qu'ils ne sont pas seulement un jeune couple timide et placé par les circonstances en situation de demande, ils sont aussi, en tant que souverains, les représentants officiels d'une grande et ancienne puissance, qu'il ne faut pas laisser humilier en leur personne.

Déjà, dans une des deux chambres qui leur ont été allouées, des gravures anciennes, au mur, sont des caricatures remontant à la guerre de 1812, où les soldats anglais sont figurés sous les espèces de grands singes : simple

distraction de leurs hôtes, négligence, gaffe, bonne plaisanterie autorisée par la familiarité qu'on souhaite instaurer, ou bien volonté délibérée de blesser, à tout le moins de mettre mal à l'aise ? Et à l'occasion du pique-nique prévu pour le lendemain ont été annoncés des hot-dogs, spécialité typiquement américaine, à l'époque, et qu'il n'est pas habituel de servir à un roi, qui ne sait pas comment les manger avec aisance et dignité. Georges VI surmontera l'épreuve, ou avalera la couleuvre, selon les points de vue. Mais lorsqu'il donnera le premier coup de dents, penché en avant, la bouche grande ouverte, au fameux sandwich à la saucisse, ruisselant de moutarde ou de ketchup, des dizaines de flashes crépiteront aussitôt pour immortaliser le moment : le roi d'Angleterre n'est pas un mauvais bougre après tout, c'est un homme comme les autres, il est comme nous Américains, il accepte sans faire d'histoires, sans se draper dans son anglitude et dans sa majesté, de manger de la nourriture américaine, pareille à celle d'un Américain ordinaire.

Le principe, qu'on pourrait sans trop forcer la note appeler *impérialiste*, ou *hégémonique*, est au fond le même que celui qui est à l'œuvre quand un locuteur parle d'un tiers en le désignant par son prénom, au motif qu'il l'appelle de la sorte quand il lui parle, à un interlocuteur qui, lui, n'a aucune raison de faire de même : il s'agit pour celui qui parle (ou qui *reçoit*, dans l'exemple des Roosevelt et des Windsor à Hyde Park on the Hudson) d'entraîner l'autre *dans son monde à lui*, de le forcer (le plus souvent sans y penser) à intégrer cet univers-là, à adopter des codes, des points de vue, des cartes du monde, qui ne sont pas les siens. C'est parfaitement conforme d'autre part à ce que j'ai cru pouvoir écrire bien souvent à propos de la petite bourgeoisie comme nouvelle classe dominante planétaire, dont l'idée de génie, qui rend sa domination sans retour, est qu'au lieu d'*exclure* ceux qui ne lui appartiennent pas d'origine, de se défendre contre eux, comme l'ont fait toutes les classes dominantes avant elle, notamment l'aristocratie et la bourgeoisie, avides d'empêcher qu'on devienne aristocrates ou bourgeois, elle, au contraire, elle intègre de force, elle contraint tout ce qui ne le serait pas à devenir petit-bourgeois.

L'échange entre Eleonor Roosevelt et la reine Élisabeth est à cet égard significatif de cette structure (de cette *structure* seulement, car on peut difficilement taxer Mrs Roosevelt de petit bourgeoisisme) ; de même bien sûr, et a fortiori, que l'épisode du hot-dog : la monarchie ni l'Empire

britannique ne doivent pas croire qu'ils vont échapper à la petite bourgeoisie, au monde comme il va ou comme l'Amérique veut qu'il aille, à l'égalité qui leur est imposée comme une humiliation, ainsi qu'il est de règle chaque fois qu'il s'agit d'abattre un pouvoir ou un prestige anciens — c'est seulement en se soumettant à ces rituels de conformité, le prénom, le hot-dog, qu'ils auront une chance d'assurer un moment leur survie.

On pourrait m'objecter, à partir de mon exemple même, et de l'histoire des souverains anglais chez Roosevelt, que le prénom, dans ses rapports avec la monarchie, est bien loin de confirmer la thèse selon laquelle il serait un instrument de déclassement, de petit-embourgeoisement, voire de prolétarisation. Tout au contraire, il est éminemment royal : ce sont les rois, les reines, les empereurs, les souverains, les papes, qui signent de leur seul prénom et sont connus dans le monde, de leur temps et aux époques ultérieures, sous cette seule appellation, en général entée d'un numéro d'ordre : Henri IV, Louis XIV, Victoria, François-Joseph, Élisabeth II, Philippe VI.

Je parlais à l'instant de prolétarisation de la vie et de la société : leur infantilisation, si curieusement concomitante de la montée de la violence et de la brutalité croissante des rapports sociaux, est bien plus sensible encore. En témoigne, très étroitement liée à l'avènement irrépressible des prénoms, la formidable montée en puissance des *papas* et des *mamans*, jadis réservés au langage bébé des classes culturellement défavorisées et aujourd'hui si universellement répandus qu'on imagine mal un ministre promettre qu'il assurera la sécurité des *mères*. Et seule la bathmologie, la science des degrés de langage, celle qui s'émerveille qu'on appelle *Monsieur* un homme ordinaire, *Docteur* un médecin et de nouveau *Monsieur* un médecin de particulière stature dans sa profession, un professeur de médecine, seule la bathmologie[3], dis-je, pourra rendre compte de cette oscillation du *oui* au *non*, et retour au *oui*, selon laquelle on désigne ou désignait par son seul prénom un personnage de peu de stature sociale, un enfant, un adolescent, un serviteur, un employé de l'un des rangs les moins élevés, puis par leur nom les individus plus considérables, et de nouveau par leur seul prénom les monarques. Au demeurant cette oscillation que j'appelle bathmologique est de longue date repérée par la littérature :

« Les femmes de qualité, on les nomme Dames ; les moyennes, Damoiselles ; et Dames encore, celles de la plus basse marche », explique

Montaigne.

Quant à Pascal, il est sans doute l'auteur le plus bathmologisant de nos Lettres, à telle enseigne qu'il pourrait passer pour l'inventeur de cette science si elle ne devait à Roland Barthes son nom. Mais si, pour les souverains, on revient aux simples prénoms des enfants et des serviteurs, la raison en est principalement que, les concernant, *le nom va sans dire*, il est la *Lettre volée* ou plutôt son envers, resplendissant d'invisibilité comme elle est invisible d'évidence : il est le nom de la dynastie, quand ce n'est pas celui du pays lui-même. Restant le même d'une génération à l'autre (quand tout se passe bien), il ne permettrait pas de distinguer les règnes, les époques. Tel qui dirait *Bourbon*, ou *Habsbourg*, pour désigner une tête couronnée, n'aurait rien dit. Mais j'avoue que cette parade à l'objection ne vaut guère pour les papes, dont on ne saurait soutenir que, les concernant, le nom va sans dire, puisqu'il change avec chaque pontificat. La place du prénom, dans leur cas — l'actuel souverain pontife n'a même pas de numéro d'ordre, *François*… — peut s'expliquer historiquement par un désir d'affirmer leur pouvoir temporel en imitant les façons de faire de souverains profanes, empereurs ou rois. Il y a surtout qu'ils sont si anciens qu'ils datent du temps, antérieur à l'invention nobiliaire du patronyme, où tout le monde n'avait guère que des prénoms, surtout parmi les simples pécheurs, et prêcheurs, qui occupèrent les premiers le trône de saint Pierre.

Quoi qu'il en soit des souverains pontifes, ce n'est évidemment pas sur l'usage relatif aux monarques que prend appui la fureur contemporaine des prénoms ; mais bien (sans le savoir) sur celui qui avait cours précédemment s'agissant des membres de la société les moins chargés de responsabilités : les enfants d'une part, le personnel domestique, ouvrier ou bureaucratique le plus modeste d'autre part. Ainsi, dans l'"ours" des petits journaux paroissiaux, corporatistes ou groupusculaires, figurait jadis la liste, noms et prénoms, des rédacteurs principaux ou titulaires, puis, plus bas, tout à fait *in fine*, en plus petits caractères éventuellement, celle des collaborateurs au statut le plus humble, ceux dont on imagine qu'ils sont principalement chargés des rapports avec la photocopieuse ou la machine à café : et ceux-là n'avaient que des prénoms, souvent féminins d'ailleurs. Aujourd'hui encore, dans les maisons d'édition, dans les rédactions, parmi les équipes de tournage, il est fréquent que les présentations s'achèvent sur celles des stagiaires, des assistants, des assistants d'assistants, qui, semblablement,

n'ont pas de nom, doivent se contenter d'un simple prénom — ce dont, d'ailleurs, ils semblent s'accommoder très bien, en général. Il faut souligner que si leur nom de famille n'est pas connu de ceux qui font les présentations, ou de leurs propres supérieurs hiérarchiques, c'est aussi qu'eux-mêmes ne font que passer, le plus souvent. Le prénom, quand il va de pair avec la méconnaissance du nom, est lié au provisoire, au transitoire, au précaire, à tout ce dont on sait que cela ne va pas durer : lien supplémentaire avec notre époque et notre état de civilisation, qui, les premiers, construisent pour *ne pas* durer, en matériaux de remplacement, en substances de substitution, en *simili*, qui incorporent dans leur consistance frêle leur date de péremption et leur délai d'amortissement financier.

Se satisfaire ou se réjouir d'être appelé ou interpellé par son prénom, au sein d'une entreprise ou sur son lieu de travail quel qu'il soit, est rendu d'autant plus facile aux impétrants à modeste statut, il est vrai, de nos jours, qu'en bien des occurrences leurs supérieurs hiérarchiques ou leurs collègues à positions plus assurées n'ont pas de noms non plus, ou du moins il n'en est pas fait usage. Le degré de modernité ou de "branchitude" d'une entreprise se mesure en partie à la place que tiennent les prénoms au sein de son "*open space*". On reconnaît une société appartenant à la nouvelle économie, et donc présumée plus dynamique que les autres, marchant mieux avec son temps, mieux adaptée (et c'est incontestable) à l'état présent de la société, à ceci que les employés s'y présentent en chaussures de basket, ignorent la chemise, ne parlons même pas de la veste, au profit du tee-shirt, se tutoient tous y compris entre échelons de responsabilités et de salaires différents et s'appellent tous, bien entendu, par leur prénom, patrons fondateurs éminemment compris.

Sauf peut-être en matière d'habillement, où les exceptions sont plus nombreuses — chemises, cravates, robes ou tailleurs conservant encore quelques archaïques places fortes, dans la banque ou la haute administration —, ce modèle-là est en train de devenir universel, et cela jusqu'au cœur de l'appareil d'État. On est bien loin des grands magasins du siècle dernier, où clients et clientes appelaient les vendeuses *Mademoiselle* et où celles-ci s'appelaient les unes les autres *Mme Dumortier* ou *Mme Pereira*. Cet usage quasiment folklorique s'est maintenu en de rares institutions parisiennes jusqu'aux années récentes, au moins parmi les

employées les plus âgées. Il était depuis longtemps en voie d'extinction et je suppose sa disparition tout à fait consommée à présent.

Rien n'est affligeant et ridicule, sur France Culture, comme le moment bimensuel d'intervention du médiateur, chargé de donner voix aux auditeurs qui lui ont écrit afin d'apporter leur avis, de poser des questions ou se plaindre de ceci ou cela. Or ces auditeurs, tous autant qu'ils sont, n'ont et ne sont que des prénoms, dans la bouche du médiateur, et un lieu de résidence, qui permet de les situer dans l'espace :

« *Noémie nous écrit de La Roche-sur-Yon…* »

« *Bernard, de Lyon, aimerait savoir…* »

« *Stéfan, d'Oloron-Sainte-Marie, déplore que…* »

Déploration ou pas, on jurerait que ce sont tous des enfants ; ou bien que donner son nom, sur France Culture, est une responsabilité et un risque que personne ne veut prendre, et personne imposer — il est vrai que la chaîne ne met guère d'ardeur à prétendre afficher la neutralité politique et idéologique que paraît impliquer, à un regard naïf, son statut de station nationale subventionnée, qu'on pourrait croire tenue à un devoir de réserve : peut-être les auditeurs craignent-ils, qui sait, de se compromettre, ou de s'exposer à un éventuel, et peu prévisible, retour de bâton. Mais rien ne prouve que ce soit eux qui demandent cet anonymat. La constance et la régularité du mode de présentation succinct dont ils font l'objet paraissent suggérer une politique délibérée de la chaîne, bien en accord avec son évolution générale. La volonté d'élargir son audience, en effet, alors que fondait comme neige au soleil, avec la disparition de la classe cultivée, le public "naturel" (avec tous les guillemets qu'on peut imaginer, et plus encore) de ses émissions, l'a conduite à modifier de fond en comble l'esprit, les sujets, les contenus et les modes de présentation de ses programmes, selon les lignes générales et parallèles d'une débourgeoisisation et d'une déculturation : introduction massive de pop music en ses nuances diverses, qui sont désormais ce que désigne le mot *musique*, alors qu'elles étaient très précisément au contraire ce qui, au sein de la musique, ne relevait pas de la culture (et à peine davantage de la musique, d'ailleurs, du moins en langue "cultivée") ; place toujours plus grande donnée aux questions qui justement passaient pour ne pas relever de la culture, par exemple le sport, et dont on va s'occuper néanmoins au prétexte, de moins en moins respecté, qu'on le

ferait “culturellement” ; désyntaxisation du discours, aussi bien chez les journalistes que chez leurs invités ; etc.

Comme d’habitude la déculturation, l’abandon des exigences anciennes de niveau intellectuel, artistique ou langagier, s’appuie sur la débourgeoisisation, qui la rend incritiquable — et je demande pardon pour cette cascade de néologismes imprononçables, d’autant que j’en ai d’autres en réserve, je le crains. Toute critique quant à l’évolution précipitée des programmes vers plus de trivialité et moins d’art, plus de facilité et moins de rigueur, plus de ressemblance à ce qui se trouve partout ailleurs et moins d’intellectualité spécifique, toute doléance de ce genre bute dangereusement (pour elle) sur l’exigence démocratique et sympathique, que nul ne saurait sans péril remettre en cause, de ne *pas* s’adresser au seul petit groupe, qui va s’éclaircissant à grande vitesse, des gens cultivés de bonne compagnie : les “héritiers”, en somme, au sens bourdieusien du terme ; et, au contraire, de s’acquérir de nouveaux habitués, plus jeunes et d’origine plus diversifiée, moins “naturellement” vouée à la “culture”.

C’est là le principe même qui, à peine transposé, a présidé à la destruction de l’École et à l’effacement précipité de toute vie culturelle digne de ce nom dans ce pays. Je n’ai pas émis au hasard, à son sujet, l’adjectif de *sympathique*. *Sympathique*, il l’est par définition ; il l’est même si fort que de longue date j’ai pu parler à son propos, et au sujet de l’ensemble du système de valeurs dont il fait partie, d’une véritable *idéologie du sympa*. Tutoiement et règne du prénom participent éminemment de l’*idéologie du sympa*, dont il n’est pas à souligner que, fête des voisins ou célébration collective forcée d’anniversaire, elle prend très généralement la forme d’une sommation à peine implicite à se fondre dans le même, à se plier à l’exigence sociale de similitude, à abdiquer solennellement et publiquement toute prétention à la distinction, à la discrimination, à l’autoségrégation, à la distance gardée.

Or, que cette exhortation sympathique à se soumettre à la loi commune soit éminemment suspecte, c’est ce que confirment les positions de pouvoir d’un certain nombre de ceux qui me l’adressent. Les banques n’en sont pas tout à fait encore à m’appeler par mon prénom et à me tutoyer, mais je crois comprendre qu’elles n’hésitent pas à en user de la sorte avec les plus jeunes de leurs clients, adolescents ou néo-adultes dont elles souhaitent s’assurer très tôt la clientèle ; et j’ai déjà le plus grand mal, moi, à assurer que mon

nom ne précède pas mon prénom, sur mes carnets de chèque, et à me prémunir des petits mickeys et autres smileys dont les documents et les écrans bancaires sont devenus le champ d'activité tout naturel. Nous avons déjà fait allusion, à propos du tourisme de masse devenu, à force d'être de masse, quasi universel, à la spécularité générale qui en résulte, le monde n'existant plus que pour se mirer et pour être miré, et s'apprêtant sans cesse afin d'être spectacle, but de voyage et objet de tourisme, *être* ne suffisant plus à attirer et retenir l'attention, et donc à s'assurer les très désirables et désirées "retombées économiques", telles que générées par les non moins souhaitables "remontées médiatiques". Il est essentiel (c'est le cas de le dire), pour le monde, pour la réalité, pour l'être, d'être soi-même *emphatiquement*, pour plus de visibilité, de séduction immédiate, d'intelligibilité sommaire. L'individu et l'espace sensible se soulignent, s'écrivent en gras, en capitales, se signalent et se signalisent, imitent leurs imitations. Ce n'est pas le *moins pour le plus*, c'est le *plus pour le plus* — à ceci près évidemment que ledit *plus* en résultant ne saurait être le même *plus*.

Un aspect assez peu relevé, il me semble, de la spécularité marchande et touristique universelle, c'est — sous l'instance commune du lourdement finaud *deuxième degré*, si facilement fatal, on l'a vu, à la spirale du sens… — la *ludicité* générale (envers de la lucidité ?) : corollaire à l'infantilisation brutale et à la déculturation il faut que tout, pour séduire et pour exister, surtout commercialement, revête l'apparence du *jeu*. L'homme cultivé trouvait suffisamment à s'amuser chez Pascal, chez Proust, ou, notoirement, chez Kafka. L'homme de la déculturation éprouve à tout moment le besoin d'être récréé, égayé, diverti. C'est la seule vie de l'esprit désintéressée qu'il connaisse. Moins il pense, plus il lui est indispensable, à tout moment, de se *vider le cerveau*, comme il dit. Moins il a d'idées — et cela, du moins, c'est assez logique —, plus il ressent la nécessité de se les changer ; et ce qu'il appelle les changer c'est les fuir, se précipiter là où il n'y en a pas ; mais pas non plus d'art, de beauté, de silence, de hauteur et d'*ennui* : dont il faut bien admettre, de même qu'on a admis que dans un premier temps la syntaxe aliénait la liberté (au profit d'une liberté plus grande et mieux armée), que, dans un premier temps, il est consubstantiel à l'appréhension de certaines des plus élevées des créations de l'esprit.

J'ai cru pouvoir définir la culture comme « la claire conscience de la préciosité du temps ». À l'homme de culture le temps manque tout le temps, il ne s'ennuie jamais, il sait qu'il n'aura jamais assez d'heures et de jours et d'années pour abolir la disproportion fondamentale qui existe entre lui et l'énormité du monde sensible, intelligible, appréhensible, aimable. Moyennant quoi, ne connaissant pas l'ennui fondamental, il peut parfaitement se laisser ennuyer un moment, *moins pour le plus*, de ce grand et noble ennui, ce refus de flatter la sensation immédiate, qui marquent certaines des plus grandes œuvres et des plus hauts moments spirituels ou artistiques ; tandis que l'homme de la déculturation, lui, et, pourrait-on ajouter au risque de malentendu, l'homme de la défiance, l'homme d'après la foi, celui qui n'a pas cultivé, y compris par le consentement à des doses immunisantes d'ennui, sa relation à la vie de l'esprit, celui-là, comme l'enfant auquel on veut apprendre à lire ou à calculer selon des méthodes modernes, ludiques, a besoin que tout ce qui pourrait constituer pour lui une épreuve, grande ou petite, *conduire*, *apprendre à conduire*, *gérer son compte bancaire*, *voyager*, *mourir*, lui soit présenté comme une occasion de divertissement. La ludicité a déjà gagné la banque, elle s'essaie à la signalisation routière, on ne serait pas étonné de la voir se soumettre bientôt l'administration fiscale, qui a longtemps passé pour assez peu riante, pourtant, et pourquoi pas les hôpitaux, voire les services de soins palliatifs ? J'ai une mauvaise nouvelle, et une bonne. Souriez, vous êtes en chimiothérapie. Pour ma part je ne donnerais pas ma main au feu qu'on n'en soit pas déjà à peu près là, et que les petits bonshommes à gros nez ne fassent pas d'un instant à l'autre leur apparition sur les déclarations préimprimées de revenus et autres formulaires Cerfa 940.

L'inconvénient est que ce caractère de jeu de tous les instants que prend le monde en même temps qu'il devient en tous lieux miroir de lui-même et de nous, auto-imitation ludique, second degré du territoire et du visage, simili las-vegasien et simili-simili, plaisanterie, ne peut pas, aussi longtemps du moins que l'assimilation globale, la réduction universelle du divers au même, n'est pas parachevée, convenir à tout le monde et divertir tous les types d'habitants de la terre, ou seulement de la nation. L'humour est, encore plus que la langue, sensible aux variations de classes, qu'elles soient sociales ou culturelles, ou, comme il arrive, mêlées. Certes, en ces domaines comme en tous les autres, le divers a considérablement décru, et la classe culturellement unique en voie (très avancée) de réalisation

planétaire a massivement réduit, par son existence même, les nuances d'appréciation et d'usage du langage et du rire chez les individus, quelles que soient leurs appartenances d'origine ou d'autocréation. Mais, justement, que cette effrayante unité de la langue et celle du sentiment du comique soient en cours d'accomplissement total ne rend que plus oppressante la contrainte qu'elles exercent déjà ; et ne fait devenir que plus sensible, chez ceux qui la perçoivent comme une menace ou comme insupportable en soi, la volonté de se soustraire à elles, le refus de s'y abandonner.

Ceux-là veulent pouvoir habiter quelque part sans être obligés de participer à la fête des voisins, aimer la musique sans que ce soit le jour qu'on leur dit de le faire, s'offrir une bonne table sans que le chef "étoilé" vienne s'y asseoir à leurs côtés (en gardant son chapeau sur la tête, éventuellement), ouvrir une petite négociation commerciale, pour une chambre d'hôtel ou pour une automobile, sans que l'autre partie leur expose que pour elle les clients ne sont pas des clients, mais des amis. Ils souhaiteraient au contraire que clients, marchands, commerçants, hôteliers, restaurateurs et amis demeurassent des fonctions, des rôles et des états soigneusement diversifiés ; et désireraient conserver, au moins, leur mot à dire dans la fusion ou l'écrasement de ces divers emplois. Ce ne sont pas les Clubs Méditerranée de la fin du XXe siècle qu'ils souhaitent voir s'ériger en modèles de la société qui s'apprête. Le collectif niveleur leur fait horreur, de quelque sympathisme qu'on le badigeonne ; et c'est précisément ce badigeon à larges couches d'*idéologie du sympa* qui en lui leur paraît le plus effrayant. Ce n'est certes pas eux qu'on verra s'inscrire aux cours de danse exotique, de gymnastique aquatique, de karaoké ou de cuisine minceur, malgré les familiarités aimables de l'instructeur (« Moi c'est Norbert mais tout le monde m'appelle *Josh* ; et vous c'est comment ? »), ou à cause d'elles. Déjà ils supportent mal les randonnées, les stages, les journées d'entreprise, toutes ces circonstances et tous ces nouveaux rites sociaux où la familiarité est de rigueur au motif qu'il s'agit de créer de l'esprit de corps ou de diffuser la culture d'entreprise quand ce n'est pas, tout simplement, que c'est quand même plus *sympa*, non ? Or le plus *sympa* des uns est le plus artificiel des autres, le plus stéréotypé, le plus attentatoire au quant-à-soi et au droit de ne *pas* s'intégrer, ou seulement à son propre rythme et selon ses propres termes. Mais leur hantise, à ces autres, aux déserteurs du sympathisme, aux maquisards du règne des *mamans*, c'est la maladie, la

clinique, l'hôpital, la vieillesse, toutes ces conditions de faiblesse où celui-là même qui s'est arrangé comme il a pu, sa vie durant, pour échapper à la promiscuité du vrai pouvoir, celui du même, se retrouve la victime sans défense de son adversaire, qui lui fait bien sentir son impuissance à force de *papy* et de langage bébé :

« Alors, non, décidément, il veut pas nous la faire, sa grosse commission, le petit papy ? »

Avant le triomphe de la mort qui, elle, nous réduira de la belle manière au semblable universel, la société contemporaine nous impose, comme un sas de préparation, ce triomphe du même et de la classe mêmiste, l'hôpital, la maison de retraite, l'hospice de vieillards, où elle peut savourer sa victoire, depuis toujours inéluctable, sur tous ceux qui ne sont pas venus volontairement, ou par contrainte, se ranger plus tôt sous ses bannières ; et que l'âge, l'abandon, le cancer, Alzheimer, la pauvreté, le délaissement promis aux insoumis (*Ô ma France, ô ma délaissée*…), ont finalement rabattus vers ses filets ou ses lignes de feu.

Je parle de *classe*, de *classes*, mais il ne faut pas l'entendre trop littéralement. Il est certes toujours possible de reconstituer des généalogies, et tentant de parler encore et toujours de *petite bourgeoisie* — je n'y manque pas, on me le reproche assez ; mais, dans l'ensemble, la grosse classe unique de convergence centrale a cessé depuis longtemps, à force de s'élargir, et de coïncider ou peu s'en faut, culturellement, avec la société dans son ensemble, de coïncider avec une parmi d'autres des classes anciennes. Je sais une très vieille dame de condition tout à fait modeste qui mène une lutte acharnée, bien que la tête lui faille durant la plus grande part du jour et de la nuit, ou bien justement pour cette raison, et pour ne pas tout perdre, une lutte acharnée, dis-je, pour paraître ne pas entendre la petite jeune femme que lui dépêche la mairie en guise d'"auxiliaire de vie" quand elle s'obstine à l'appeler par son prénom comme elle le fait depuis le début malgré les soixante-dix années qui les séparent (« C'est quoi vot' prénom ? *Lucette* ? Eh ben Lucette on va êt' très copines, non ? »), voire à la tutoyer comme elle l'assure faire toutes ses autres pratiques ; et que la vieille dame se dérobe à ces façons de faire, ou de dire, et surtout s'obstine, elle, à l'appeler *Mademoiselle*, c'est bien la preuve, pour son aide-soignante, que décidément elle n'a plus toute sa tête, et même que la maladie et l'approche de la mort la rendent méchante, elle dit *mauvaise* — ce qui me rappelle

qu'un enfant qui persévérait, lorsqu'il était question d'eux, à parler de son *père* et de sa *mère* s'est fait réprimander, il y a déjà vingt ans de cela au moins, par sa maîtresse d'école, qui tenait qu'un petit garçon gentil disait *ma maman* ou *mon papa*, et rien d'autre ; j'imagine que la même estimait, comme toute la société qui l'avait placée là où elle était, que d'un mort il convenait de dire qu'il était *parti* ou qu'il *nous avait quittés*, certainement pas qu'il était *mort*. Au demeurant ce petit livre pourrait tout aussi bien s'intituler *La Civilisation des mamans* ou *Quand mon papa nous a quittés* (et alors attribué à l'amiral de Gaulle…) : le sujet serait le même.

Il n'y a pas de différence très sensible entre l'interpellation de l'autre par son prénom, alors qu'il n'a rien demandé de tel, et la revendication, souvent très ferme, d'être interpellé par lui, de la part du locuteur, par son propre prénom (« Appelez-moi Capucine »). Dans les deux cas il y a rupture du pacte de neutralité protocolaire, qui est plus ou moins impliqué par la norme, ou qui l'était, en société policée. J'allais écrire rupture *abusive* — mais c'eût été sans doute abuser, car, dans la majorité des cas, cette rupture n'est pas considérée comme telle, dans la mesure où le pacte en question n'a plus cours, ou bien a changé de contenu, ce qui, bien entendu, revient au même. Mais s'il a en effet changé de contenu nous avons changé de société, et cela n'a pas été assez dit, ni assez vu. Nous sommes quelques-uns à n'en avoir pas été avisés, ou bien à refuser de souscrire à ce changement, au motif que pacte il y avait, dont la dénonciation serait sans motif, partant sans nécessité ; et bien sûr sans légitimité. Si les deux parties sont d'accord pour brûler les étapes de l'intimité, c'est-à-dire pour passer directement à la familiarité ou à son double, son imitation, son simili, on ne peut guère les en empêcher, même si on juge qu'elles ont tort et que, à l'instar des journalistes et autres autorisés de parole qui violent la syntaxe, elles détériorent pour les autres un instrument précieux. En revanche, si l'une, et l'une seulement, de ces parties ne souhaite pas s'engager dans cette voie, elle devrait bien avoir le droit de s'y soustraire, ne serait-ce qu'en s'appuyant, tacitement, sur les règles anciennes, qui n'ont jamais été, qu'on sache, abolies.

Les écrivains sont exposés à une forme particulière de présence du prénom, qui se manifeste à l'occasion des demandes ou des séances de dédicace. Lecteurs (mais, dans mon cas, il faudrait qu'ils ne m'eussent guère lu…), lecteurs potentiels, lecteurs supposés, simples acheteurs,

présentent un livre à son auteur, demandent qu'il leur soit dédicacé et, de plus en plus souvent, *presque toujours*, même, à présent, ne donnent, pour ce faire, qu'un prénom. Et si l'auteur demande un nom, ils disent que le prénom suffit, qu'il fera très bien l'affaire. Cependant l'auteur peut parfaitement estimer (c'est mon cas, on l'aura compris) qu'il n'a aucune espèce de raison pour dédicacer son ouvrage à *Irène*, à *Jean-Bernard*, à *Djamila*, alors que de sa vie il n'a vu ces personnes avant ce moment-là et, selon toute vraisemblance, ne les reverra : sous l'instance de la familiarité obligée, "sociétale" et seule estampillée *sympa* ("Plutôt mort que sympa", s'intitule un blog que j'admire), toute différence est abolie entre l'intimité et son contraire, et toutes les nuances qui les séparent sont effacées ; car si le même auteur veut dédicacer le même ouvrage à un Jean-Bernard ou à une Djamila qu'il appelle *vraiment* de la sorte, dans sa vie réelle, il ne pourra que faire la même chose et écrire les mêmes mots, suivant la même formule, que ce qu'il fait avec de parfaits inconnus. Sans compter qu'on pourrait considérer, il me semble, qu'il n'est pas trop bien élevé de ne donner que son prénom, c'est-à-dire de rester anonyme, face à quelqu'un qui, lui, donne son nom, ne serait-ce qu'un nom de plume, appuyé tout de même, dans le cas qui nous intéresse ici, sur un volume disponible (celui qui est offert à signer), sur un éditeur (dans la plupart des cas jusqu'à présent), et sur une présence, donc. Pour ma part, comme je puis être assez cabochard, si la personne qui tend le livre s'obstine à ne vouloir donner que son prénom, j'écris froidement :

à Madame,
Madame Irène X.
en anonyme (ou *aveugle*) *hommage…*

Nombreuses sont les entreprises, sociétés et personnes morales, souvent internationales et même mondialisées — je pense aux réseaux sociaux, ou bien à telle gigantesque librairie en ligne —, qui dès à présent ne paraissent pas concevoir de s'adresser à moi autrement qu'en m'appelant par mon seul prénom, au motif implicite, peut-être (je ne sais pas, je ne suis sûr de rien, je cherche à comprendre…), qu'elles fonctionnent plus ou moins comme des coopératives, des mutuelles, où il n'y aurait pas, d'un côté, les fournisseurs de service, de l'autre les clients, mais où n'existeraient que des associés, des compagnons, des *camarades*, en somme, avides de se rendre mutuellement service. Qu'il s'agisse là d'une fiction totale est clairement souligné par

l'existence de rapports tout à fait du même type, dans la forme, et où le prénom, pareillement, a seul cours, donc, alors que rien, absolument rien, ne vient réduire leur caractère purement commercial.

Plus les entreprises sont grandes et dépersonnalisées dans leur fonctionnement, surtout dans leurs échanges avec leurs clients, et tout particulièrement si ces échanges touchent à l'existence domestique de ces clients, à leur vie privée, intime, à tout ce qui concerne leur nourriture ou leurs vêtements, par exemple, plus il sera tentant, pour les dites sociétés, de faire naître et de développer l'illusion d'une sorte de camaraderie familière, de compagnonnage complice et chaleureux, entre acheteurs et vendeurs. La langue, comme toujours, témoigne discrètement, mais efficacement, de cette politique et de ces desseins. J'en vois pour discret indice, par exemple, la remarquable montée en présence de la préposition *chez*, dont peu de Français se souviennent aujourd'hui, bien que ç'ait été une évidence pour leurs parents ou grands-parents (une évidence dont la plupart eussent été bien empêchés d'émettre le principe, il est vrai, mais non moins agissante pour autant…), qu'en bonne langue elle ne peut précéder que la mention d'*individus*, de personnes physiques. Littré est tout à fait formel sur ce point :

« Chez ne prend pour complément que des noms de personnes ou d'êtres personnifiés. »

C'est pourquoi on peut très bien dire qu'un livre est paru *chez Gallimard* ou même *chez P.O.L* (ces lettres sont les initiales d'une personne particulière), mais il est absurde et tout à fait fautif, au regard de la grammaire, et aussi de l'usage ancien, d'annoncer qu'un autre est publié *chez Actes Sud* ou *chez La Différence* ; et plus encore *chez P.U.F*. ou bien, horresco referens, *chez le Seuil*. Pourtant les journalistes, même censément "littéraires", se sont habitués à parler et même à écrire de la sorte, sous l'influence de la publicité, grande pourvoyeuse de déviation linguistique, toujours, qui a vu très tôt quelle vertu souterraine avait *chez* pour rapprocher de leur public d'acheteurs des entreprises tout à fait étrangères au milieu de l'édition, à l'origine, mais qui étaient bien loin, elles aussi, de susciter, dans l'esprit de leur virtuelle clientèle, l'impression d'intimité et le sentiment de relations de personne à personne. Je me souviens pour ma part d'avoir été très surpris, il y a de cela plus d'années que je ne souhaiterais le voir préciser, par l'apparition publicitaire du syntagme *chez Monoprix*, qui

heurtait profondément, à l'époque, mes habitudes langagières et celles des personnes qui, comme moi, sans nécessairement connaître très bien les règles, avaient un certain *sentiment de la langue*, aujourd'hui bien émoussé c'est à craindre, d'autant que le concept est presque aussi compromettant, idéologiquement, que ceux de *génie de la langue* ou de *génie national*, pour ne rien dire du *génie de la race*, pourtant si cher aux vieux auteurs. Le *sentiment de la langue*, connaissance instinctive liée à l'usage, et de préférence au *bon* usage, avertissait de ce qui était souhaitable et plus encore, peut-être, de ce qui ne l'était pas. *Chez Monoprix* lui semblait aberrant, même quand il ne savait pas pourquoi. Depuis l'époque déjà lointaine de cette publicité-là, *chez* a connu un parcours triomphal, et il n'est pas d'E.D.F., S.N.C.F. et autres Air France qui n'usent et abusent du *chez* du type *Chez Lucette* ou *Chez Mimile*, très admissible pour *chez Michelin* ou *chez Peugeot* mais absurde dans *chez Aérospatiale* ou *chez Presses Universitaires de France*.

Il s'agit toujours d'accroître la proximité ou plus exactement, bien entendu, l'*illusion* de proximité, la même que cultivent, et dans les mêmes desseins, ces compagnies souvent géantes qui insistent, dans toutes leurs relations avec vous, pour vous appeler par votre seul prénom. Les limites de cette familiarité hautement sympathique, par définition, apparaissent nettement en cas de problème technique, de demande d'assistance de votre part, et, a fortiori, de contestation et de tour contentieux que prendraient les échanges avec elles. Nous-mêmes qui ne sommes qu'un prénom, puisqu'en face on l'a voulu ainsi (« Bonjour Renaud ! ») malgré notre éventuelle résistance (la mienne est acharnée…), devons nous débattre avec des conseillers et assistants qui jamais ne se croient tenus de nous offrir un nom, ce qui s'appelle *un nom*, pour eux-mêmes non plus que pour nous. Il nous faut expliquer notre affaire à Marianne, à Jean-Bernard, à Morgan, à Sbribanadarath. Quant à la structure de leurs messages successifs elle se soumet invariablement, lorsque la langue est le français, pour son début et sa fin, au couple infernal de la correspondance moderne en société pan-égalitaire francophone, l'affreux *bonjour* liminaire et le nom moins vilain *cordialement* final, jadis réservé comme par hasard, s'il faut en croire les vieux manuels, à la destination des domestiques ou autres personnes employées par le signataire.

C’est toujours l’ennui avec les sociétés égalitaires, ou qui se prétendent telles : elles ne font que généraliser les pratiques et les usages les moins exigeants. Qu’il s’agisse de politesse, d’éducation, de vêtements ou de transports, le *low cost* d’aujourd’hui est invariablement le normal, l’habituel, le moyen, le *ce-qui-va-sans-dire* de demain, et nous finissons tous par vivre *à Bakou*, comme je crois l’entendre chaque fois qu’il est question de nouvelles compagnies aériennes ou de nouveaux services bancaires.

Victor Klemperer se plaignait déjà de ces étiquettes qui dans les années trente, en Allemagne, étaient apparues sur les revers de veste des employés de banque ou des petits fonctionnaires et qui indiquaient leur nom au client ou à l’usager. Il y voyait un trait typique des sociétés totalitaires et en l’occurrence, donc, du nazisme. Que dirait-il s’il pouvait constater que parmi nous, au lieu du nom, c’est le *prénom* seul qui est indiqué, comme pour instaurer cette fausse intimité que tous les pouvoirs ont tout intérêt à fomenter s’ils veulent faire de l’homme, de l’humanité, de l’humanité de l’homme, cette matière indifférenciée, malléable à merci, propice à tous les usages et indéfiniment échangeable avec elle-même, remplaçable par elle-même ? À la télévision on voit constamment des hommes politiques de haut rang, ministres des Affaires étrangères, ministres des Finances, Premiers ministres ou présidents du conseil, même, parfois, arborer, lors de conférences internationales ou de débats supranationaux, ces ridicules étiquettes, souvent énormes, agrafées à leur pochette de veston ou bien suspendues à leur cou comme un collier, et de toute façon si contraires à leur propre dignité, bien entendu, à celle du pays qu’ils représentent et à celle du colloque lui-même, comme à son décorum.

Dans les époques officiellement inégalitaires, ou seulement placidement telles, “naturellement”, le respect était monnaie courante (je pèse mes mots), et cela qu’il fût sincère ou qu’il fût joué, ou encore qu’il fût un mélange plus ou moins instable et conventionnel, voire arbitraire, d’affectation et d’authenticité. La considération qui se témoignait, plus ou moins par force, par obligation, par habitude, par convention, aux diverses supériorités instituées — de nature essentiellement *sociale*, pour la plupart, bien que l’âge intervînt aussi, sans oublier le sexe —, servait de modèle à toutes les autres, même s’il y avait bien sûr déperdition à mesure qu’on s’éloignait du prototype, et si la politesse n’était plus la même entre un

notaire et son client, dans une petite ville de province, qu'entre un ministre et un duc et pair à la cour : disons qu'il y avait du respect dans l'air, comme une matière naturelle en suspension entre les classes, entre les individus, entre les conditions, les talents, les générations.

Dans les époques qui poursuivent au contraire, à l'instar de la nôtre, un idéal égalitaire, le respect, sans disparaître tout à fait, devient une substance rare, d'un maniement d'autant plus délicat que les individus ne sont pas habitués à en user, à en éprouver et à en témoigner. Il en résulte une grande rudesse dans les rapports sociaux, qui favorise leur brutalité, et celle-ci, à son tour, leur éventuelle et trop fréquente violence. L'implicite de tout échange, et surtout de la part de la partie à l'échange qui pourrait avoir des raisons de supposer que l'inégalité, si elle avait cours, ne lui serait pas favorable, est le rappel aisément ressentimental de l'égalité. Même ces expressions de respect, d'admiration, de vénération, voire de fanatisme (celui des "fans"…) dont nous venons de voir qu'elles s'adressaient à des figures (sportifs, protagonistes de l'industrie du divertissement) qui sont elles-mêmes, en tant qu'idoles, que "*people*", de pures créations des idéaux égalitaires, des produits de l'échelle de valeurs qu'établissent ces canons, même ces manifestations-là de déférence fascinée arrivent à se combiner, ce qui semble paradoxal, avec l'affirmation réitérée d'une égalité fondamentale, et toujours un peu menaçante. Ainsi les footballeurs à la sortie des stades ou sur leur lieu d'entraînement, les acteurs et les actrices sur les marches du palais des Festivals, à Cannes, les artistes de variétés alentour les plateaux de télévision ou sur n'importe lequel des sites de leur existence professionnelle, mais aussi privée bien souvent, sont exposés à des demandes d'attention ou d'autographes, de sourires ou de partages d'un *selfie*, souvent formulées à la deuxième personne du singulier et placées sous l'apostrophe liminaire d'un prénom. Il s'agit de bien montrer, même si ce dessein n'est pas si clairement formulé dans l'esprit même de ceux qui l'entretiennent, que l'admirateur a beau n'être pas présentement dans la même situation que son héros, et si grande que soit son admiration, que tous les deux appartiennent bien au même monde, ont les mêmes références, partagent les même codes, sont faits du même bois.

J'imagine que la majorité des vedettes de ceci ou de cela sont heureuses de s'accommoder de ces familiarités bon enfant, qui d'ailleurs leur sont soumises comme des *tests* — elles le savent bien, et les compagnies de

production le savent aussi — de leur soumission implicite à l'"idéologie du sympa". On pourrait également concevoir, et je présume que ce n'est pas sans exemple, qu'elles en soient horrifiées, exaspérées, mises hors d'elles ; ou bien, sans aller jusque-là, qu'elles souhaitent jouir de temps en temps d'une certaine relâche de cette disponibilité symbolique égalitaire. La réclamer, cette suspension même provisoire, il semblerait pourtant qu'il puisse leur en cuire gravement : je vois ces temps-ci qu'un chanteur à succès ayant refusé, dans un restaurant où il fêtait un anniversaire avec des amis, de se faire photographier avec la fille du restaurateur, ce dernier, arguant du traumatisme infligé à l'enfant, mène contre son client une campagne relayée de toute part, et qui pourrait coûter à l'artiste, lequel a tenté en vain de s'expliquer, plusieurs marches dans les échelles de popularité : autant dire de véritables fortunes.

Encore, bénéficiant d'une énorme compensation narcissique — cette notoriété dont les importunités qu'elles subissent n'est que la contrepartie négative —, les vedettes du spectacle ne sont-elles pas les plus à plaindre ; et elles peuvent très bien considérer qu'il n'y a là, dans cette promiscuité forcée de la célébrité moderne, que le prix à payer pour des avantages substantiels qu'elles ont désirés en s'engageant dans la carrière où elles réussissent si bien. Mais des millions de sans-grade sont exposés à tout moment à des approches tout aussi rustiques, et qu'ils n'ont rien fait, eux, pour s'attirer. Ceux-là n'ont d'autre choix que d'entrer dans ce jeu, qui bien sûr peut leur convenir à merveille, selon leur tempérament, leurs dispositions naturelles et l'éducation qu'ils ont reçue (ou pas), d'autant qu'il se présente emphatiquement comme n'étant pas un jeu, mais au contraire l'émanation par excellence du naturel social laissé à son libre cours ; ou bien de faire tout à fait sécession, au sein d'une société qui ne prévoit rien de tel, puisqu'*inclure* est sa raison d'être et sa fierté, on l'a rappelé : donc de se condamner délibérément à la mort civile. En ce sens les sociétés égalitaires sont beaucoup plus oppressantes que les autres pour le franc-tireur, le solitaire, l'inégal, celui qui n'appartient pas. De même qu'un monde sans frontière interdirait l'exil, la disparition, la soustraction de soi, le sentiment si précieux d'être à l'étranger, étranger soi-même, absent, de même un monde sans classe, tel que le nôtre l'est de plus en plus culturellement, sans médiation, sans distance prévue par les syntaxes d'être, et qui ne vise au contraire qu'à les abolir, un tel monde ne laisse aucun espace, pas même d'interstice, d'anfractuosité salutaire, à celui qui

prétendrait s'y dérober ou, plus simplement encore, sans agressivité aucune, ne tiendrait pas à s'y intégrer, aimerait rester tranquillement en dehors : il n'y a plus de dehors. Appeler un homme *Monsieur*, surtout s'il est journaliste, c'est s'en faire immédiatement un ennemi mortel — à moins, bien sûr, qu'il ne le soit déjà, ce qui, bien sûr, n'est pas tout à fait sans exemple.

L'École est la grande école de conformité et d'appartenance socio-culturelle, ainsi qu'il en va de tout temps dans les sociétés à modèle unique, tout-inclusives, comme l'est par excellence la société petite-bourgeoise. Notre système scolaire n'enseigne plus guère, mais il éduque à merveille à l'idéologie du même, du "sympa", de l'égalitaire, du non-médiatisé. Avec l'enfant il n'y a pas de pincettes à prendre, pas de distances à garder — sauf *sexuelles*, bien entendu ; mais on peut se demander si l'extrême insistance sur ces distances-là, dont nous avons rappelé le caractère contradictoire, n'a pas pour fonction subliminale d'oblitérer l'abolition de toutes les autres. Non seulement les enfants jusqu'à un âge de plus en plus avancé sont tutoyés et systématiquement appelés par leur prénom, traités avec la plus extrême familiarité, il semble bien qu'ils soient aussi encouragés, au moins dans les petites classes, à tutoyer et à appeler par leur prénom leurs premiers éducateurs. De ces comportements, qui sont les premiers à être inculqués, on peut légitimement penser, et *espérer* si c'est en effet ce que l'on souhaite (inutile d'écrire que ce n'est pas mon cas), qu'ils serviront plus tard de modèles pour les attitudes entre les adultes.

L'éducation consistait jadis à enseigner progressivement aux enfants la condition d'adulte et les façons d'être et de se comporter qui lui sont attachées, ou dont il paraissait souhaitable qu'elles le fussent. Bien loin à présent de prétendre les soumettre à une forme ou à des formes quelconques, qu'elles soient syntaxiques ou sociales, elle les confirme et les encourage au contraire dans leur état d'enfance, dans leur appartenance à l'enfance, celle-ci étant à la fois hautement exaltée symboliquement — droits de l'enfant, prestige de l'enfance, vertus de l'enfance — et privée de toutes les protections de la forme, de la distance sociale, du détour syntaxique, au motif, parfaitement exact, mais pas nécessairement légitime, que ce serait précisément son essence que d'être étrangère à tout cela et qu'en l'occurrence, pour une fois, l'essence est à protéger, à protéger par un défaut de protection.

On est si content de cet arrangement-là, globalement, on l'estime si conforme au génie de l'espèce, on juge si désirable son extension infinie, que les frontières qui lui paraissaient allouées par la nature et la culture, par la puberté, par les diplômes et autres rites de passage, par l'"établissement", par le *coming of age*, par le mariage et la paternité, ou la maternité, par la retraite même, sont à tout moment reculées, l'enfance, l'adolescence, la jeunesse et leurs rites, en apparence peu ritualisés mais non moins impérieux pour autant, ne cessant de gagner du terrain. Acception nouvelle du mot "musique", désormais centré sur ce qui lui était jadis conceptuellement marginal, la musique populaire, la musique de divertissement, les variétés ; sport, devenu, en tant que sujet d'information et de connaissance érudite, un champ aussi important et sérieux, si ce n'est plus (à en croire par exemple ce dont un journal comme *Le Monde* croit devoir informer ses lecteurs vingt fois par jour, toute affaire cessante, et sur le mode de l'*alerte*), que la politique ou que l'économie, ne parlons même pas de l'art, de la littérature ou de la vie avec la pensée ; jeux, bandes dessinées, collectivisation des activités de loisir et de formation de soi (sous la houlette de moniteurs, monitrices, guides et *coachs* familiers comme de Gentils Organisateurs de clubs de vacances mais magistraux et sévères comme des professeurs en Sorbonne ancienne manière dans leur enseignement du hula hoop ou de la capoeira aquatique à de jeunes (et moins jeunes) retraités enthousiastes ; diffusion foudroyante des tatouages, des anneaux dans les lèvres, dans le nez, dans les oreilles, dans l'arcade sourcilière, dans les seins, dans les sexes ; coiffures à la huronne, maquillages à la baoulé, tribalisation et ludification générale, bien figurées par la mode et par la haute couture qui, à en juger par la plupart des "défilés", vise moins à vêtir, serait-ce avec élégance, recherche et originalité, qu'à divertir, amuser, *déguiser*, comme si elle était passée tout entière du côté du théâtre, de la représentation, du second degré, du jeu ; et bien sûr prénoms, prénoms, prénoms, de plus en plus souvent donnés seuls, quand on se présente, et pour ainsi dire toujours utilisés seuls par les tiers, quand ils évoquent quelque quidam : on jurerait l'humanité retombée en enfance et s'y complaisant comme à son vrai lieu, le site de sa liberté et de son égalité.

Elle y gagne en liberté, en effet, dans la mesure où elle y perd — ce qui est une facile et précieuse jouissance, d'autant plus précieuse qu'elle est

facile — en responsabilité. Et sur ce point le règne des prénoms est exemplaire. Infantilisation, en effet (et l'on voudra bien excuser encore une fois le néologisme indigeste), c'est *déresponsabilisation*. Le prénom déresponsabilise. Seul le nom *signe*. Le prénom ne signe rien du tout.

N'avaient de prénom jadis, de prénom utilisable, utilisé, outre les enfants, que les domestiques, et, dans les entreprises, on l'a rappelé, les employés ou stagiaires du rang le plus bas. Au-dessus de ces conditions subalternes on avait un *nom*. Aujourd'hui, cause et conséquence à la fois de l'infantilisation, de la prolétarisation, de l'irresponsabilisation et aussi de l'américanisation, tout le monde n'a plus que des prénoms, jusqu'en les postes les plus élevés. De même que, selon la formule immortelle et tant citée de Gómez Dávila, les riches ne sont plus que des pauvres avec de l'argent, de même les personnalités en vue, les "*people*", pour parler comme on parle, ne sont plus que des gens obscurs, et *communs*, avec de la célébrité ; qui d'ailleurs ne peuvent se maintenir dans la faveur publique et dans la renommée favorable qu'à la condition de fournir indéfiniment des preuves de leur *communauté* (d'appartenance avec la masse), de leur *ordinaireté* (que leur célébrité ni même leur éventuel talent ne contaminent, de même que la fortune des riches ne les fait pas changer de goût, de manières ni de langage (et on leur en sait gré)). La prétendue égalité n'a fait, à la vérité, que changer de hiérarchie, et imposer celle, tout aussi rigoureuse sinon plus que les précédentes, qui avait cours dans les couches socialement et culturellement les moins favorisées de l'ancienne société, devenues dominantes dans la nouvelle au point de la constituer tout entière et de décider seules de ce qu'elle va aimer, de ce qu'elle va entendre, de ce que sera le ton et le niveau (de langue, donc de pensée) de ses échanges publics.

On vénérait les poètes, ce sont les footballeurs. Le plus haut prestige allait aux penseurs, c'est aux vedettes de la chanson(nette).

Les âges aristocratiques vouent la plus grande part de leur respect à la naissance, à la gloire et, accessoirement, à l'argent. Les époques bourgeoises donnent le leur à l'argent, au pouvoir qu'il confère, et accessoirement au talent, au mérite. Les périodes égalitaires, ou petites-bourgeoises, prodiguent leur respect à la célébrité, qui elle-même va aux héros des arts populaires, le cinéma grand public, le divertissement, les variétés, la "musique", au nouveau sens du terme, et bien entendu le sport.

Les nouvelles idoles sont célèbres pour être célèbres. Bernard Pivot disait à juste titre, et pour s'en excuser, que s'il avait descendu les Champs-Élysées entre Borges et Nabokov, c'est à lui qu'on eût demandé des autographes. Si Pierre Boulez, Yves Bonnefoy, Joey Starr et Benzema marchaient côte à côte sur le même trottoir, les deux premiers ne seraient sans doute guère importunés, si ce n'est par la foule harcelant les deux autres. Il est assez vraisemblable qu'à aucune époque de l'histoire de l'humanité la renommée n'a visé si bas, pour choisir ses élus. Et il ne faut pas songer ici à la seule notoriété telle que l'allouent les masses ignorantes, et dont il est assez probable qu'à Rome au premier siècle, déjà, elle allait plus volontiers à tel gladiateur à succès qu'à Virgile ou à Sénèque. Ce qui est nouveau c'est que les honneurs les plus officiels, ceux que prodiguent les gouvernants eux-mêmes, les autorités, les représentants désignés de la nation, vont à des célébrités d'un type dont aucun des régimes politiques et sociaux qui ont précédé le nôtre n'aurait envisagé de confirmer l'éclat populaire, si retentissant fût-il. Joey Starr, puisqu'on vient de le mentionner, et de fait il représente assez bien le nouveau type de personnalités célébrées de concert par les masses et par la puissance publique, Joey Starr, si par malheur il doit être hospitalisé, c'est au Val-de-Grâce, jadis et naguère réservé aux soldats et aux grands soldats, aux grands serviteurs de l'État, aux personnalités politiques de premier plan et aux académiciens — rien n'assure d'ailleurs, à ce rythme, que lui-même ne passe pas avant longtemps d'une coupole à l'autre, en habit vert.

Il ne faut jamais oublier qu'Henri Dutilleux et Georges Moustaki étant morts le même jour, c'est aux funérailles du chanteur de variétés que Mme le ministre de la Culture a cru de son devoir d'assister. Sans doute, pour expliquer ce choix qui peut paraître singulier, faut-il prendre en considération cette donnée que plus nombreux sont les électeurs à séduire parmi les amateurs de Georges Moustaki que parmi les admirateurs d'Henri Dutilleux. L'un est un meilleur investissement électoral que l'autre, c'est indéniable. Mais il n'y a pas lieu pour autant de douter exagérément de la sincérité de la ministre. Son choix n'était sans doute pas purement tactique, ni exclusivement intéressé. Il est assez probable qu'il correspondait assez étroitement aussi à ses propres valeurs esthétiques, à sa propre hiérarchie culturelle. Je ne sais rien du cas particulier de cette dame, mais les enquêtes qui sont régulièrement publiées dans la presse sur les goûts "musicaux" des hommes et des femmes politiques, y compris ceux qui sont donnés comme

pouvant être appelés un jour aux plus hautes fonctions de la République, ne laissent pas d'être hautement révélatrices, toujours. La musique, en tout cas, a totalement disparu de leurs "playlists", au profit de ce qui eût passé, il y a cinquante ans, pour le divertissement sonore mal glorieux d'adolescents peu marqués par la culture, et qui, à présent, pour faciliter la transition, s'appelle également *la musique*.

Il n'est rien que les statistiques ne puissent accommoder à la demande sous le jour le plus favorable. D'adolescents qui passaient leur temps dans les plus niaises et les plus laides bandes dessinées on disait il y a cinquante ans que, rien à faire, il n'y avait pas moyen de leur faire aimer les livres et la lecture ; aujourd'hui les mêmes, ou leur petits-enfants, sont pieusement catalogués parmi les piliers de la culture, consolation des éditeurs, magnifique démenti aux oies du Capitole, rempart contre la barbarie qui vient. Ceux qui se pâmaient en écoutant Sheila ou Richard Anthony, et dont les malheureux parents désespéraient de les amener jamais à la musique, la musique est ce qu'écoutent leurs pareils, à présent, et il n'y en a pratiquement pas d'autre (statistiquement toujours). Le destin du pays est entre les mains d'hommes et de femmes qui, à leurs moments perdus, et fussent-ils sexagénaires, écoutent Yannick Noah ou Tal. J'avoue avoir un peu de mal, personnellement, à me réconcilier avec l'idée que je suis gouverné par des gens qui, dès qu'ils ont une seconde à eux, et même avant, peut-être bien, s'offrent une ou deux plages de Coldplay sur leurs écouteurs, ou vont à un "concert" de Daft Punk.

En tant qu'instrument déresponsabilisant, et "libérateur" — mais des plus bas instincts, en ce sens qu'ils encouragent l'un et l'autre à "se lâcher", selon l'affreuse expression désormais consacrée —, le prénom a un grand rival en la figure de l'horrible *pseudo*, roi de ces réseaux sociaux, forums et colonnes de commentaires sur les sites des journaux et magazines, qui, à quelques rares enclaves près, sont le gigantesque terrain d'exposition et d'exercice de la déculturation de masse (à commencer par la déroute de l'orthographe). Le *pseudo* n'est à cet égard qu'une variante aggravée du prénom, et peut d'ailleurs parfaitement se combiner avec lui, car, quitte à ne signer que d'un prénom, on peut très bien en arborer un qui ne soit pas le sien ; et, tant qu'à ne pas signer de son vrai nom, rien n'empêche d'adopter pour masque un prénom, n'importe lequel. Qui écrit en ne signant que de son prénom ou d'un quelconque *pseudo* peut évidemment écrire n'importe

quoi ; et, en général, n'a garde de s'en priver. Prénoms et pseudos, à cet égard, jouent un rôle considérable dans la putréfaction de l'expression, une des formes les plus observables de l'hébétude qui gagne. Quand on ne signe pas, quand on s'abstient d'assumer en tant qu'individu particulier, reconnu et reconnaissable, ce qu'on émet, plus rien n'est interdit : il n'est bassesse qu'on ne puisse s'autoriser le cœur léger, qu'elle soit de langue, de sentiment, ou de dessein indigne laborieusement ourdi.

La pratique du "pseudo" tel qu'il sévit sur Internet a ses défenseurs, néanmoins, et même ses défenseurs en termes *moraux*, ou d'opportunité politique ; et il faut reconnaître qu'ils disposent d'un argument de poids. Leur système de défense, prompt à se retourner, comme il arrive, en ligne d'attaque, consiste en un rapprochement avec le vote secret, l'isoloir, l'enveloppe pour le bulletin, en période d'élections. Le pseudonymat serait, comme l'isoloir, un instrument de la liberté d'expression, l'unique garantie que dans tout débat, de même qu'en tout vote, le citoyen peut s'exprimer en toute indépendance, sans craindre pour ses intérêts, son confort et ceux de son entourage.

S'il y a de la vérité là-dedans, et pour ma part je ne l'exclus pas, hélas, c'est que notre démocratie supposée est décidément bien malade, et les libertés fondamentales bien compromises. Ainsi on ne pourrait, sans risque social, politique, juridique, dire et écrire ce que l'on pense ? En fait le rapprochement avec le vote est spécieux car le vote, même quand il n'est pas obligatoire, comme en Belgique, est un devoir citoyen dont on peut très bien, puisqu'il faut l'accomplir, désirer s'acquitter en toute discrétion, et cela par prudence, éventuellement, mais aussi bien par goût du secret ou légitime amour de sa tranquillité. Rien, en revanche, n'oblige qui que ce soit à entrer dans le débat démocratique et à faire connaître son opinion, surtout dans le dessein d'influencer celle des autres ; et tel qui s'y décide a le droit, mais aussi le devoir, je crois, par respect pour les autres intervenants, d'y procéder à visage découvert, en assumant pleinement les positions qu'il expose. Il va sans dire que toute sorte d'exceptions respectables peuvent se présenter, professionnelles, familiales, "sécuritaires", qui rendent, hélas, le pseudonymat, voire l'anonymat (en fait il n'y a pas grande différence…), indispensables, inévitables. Il convient bien sûr de les respecter, mais, si l'on m'en croit, à titre d'exceptions, qui ne sauraient être généralisées, ni même élargies à l'excès. Qu'elles soient

devenues, et presque d'emblée, la règle majoritaire est pourtant bien ce qui s'est produit. Le *pseudo* règne. C'est particulièrement à déplorer, me semble-t-il, dès lors que les échanges prennent un tour personnel, ainsi qu'il n'est pas rare, et que sont attaqués des individus nommément désignés. Je tiens pour ma part qu'il n'est guère d'actions plus basses et plus radicalement contraires à l'honneur — l'envoi de lettres ou de dénonciations anonymes, peut-être… — que de traîner dans la boue des individus reconnaissables, surtout si eux-mêmes assument leur véritable identité, en s'abritant derrière une qualité d'emprunt ou un fictif état-civil. L'extraordinaire laideur, la niaiserie et la bêtise crasse de la grande majorité des dits "pseudos" précisent assez, au demeurant, le degré de leur qualité intellectuelle et morale : contrairement à sa réputation, l'esthétique ne trompe guère, en général ; d'autant que le haut niveau, en elle, ne peut guère être imité, ou ne saurait l'être que par des individus qui l'auraient atteint véritablement, de sorte que…

Je me suis déjà permis de rappeler ici que j'avais publié jadis un petit recueil intitulé *Syntaxe, ou l'autre dans la langue*, du nom d'une des allocutions qu'il rassemble ; on y trouve aussi, et le rapprochement n'est en aucune façon dû au hasard, le texte d'une autre conférence, intitulée celle-là : "Éloge de la honte". Je crois le sentiment de la honte, chez les individus, très profondément nécessaire, jusqu'à un certain degré, aux sociétés, à leur douceur, à leur harmonie, à leur raffinement, à leur degré de civilisation. De même que les êtres sans aucune paranoïa (point trop n'en faut non plus, bien entendu…) sont, le plus souvent, de fréquentation assez désagréable (parce que, n'éprouvant aucun doute sur eux-mêmes et étant totalement indifférents à l'opinion qu'on a d'eux, ils sont comme autant de rhinocéros dans la boutique de porcelaine du monde), de même les sociétés dépourvues du sentiment de la honte sont infiniment difficiles à vivre. Dans ces sociétés — et il en existe de nombreuses, leur type tend même à se propager rapidement — où personne n'a honte de rien, la vie devient vite insupportable pour tout le monde. De telles sociétés sont d'ailleurs parfaitement ingouvernables, en général, aucune autre alternative n'y ayant cours qu'entre l'anarchie totale, la loi du plus fort, le règne des petits et grands seigneurs de la guerre, la nocence généralisée, d'un côté, et, de l'autre, les tyrannies impitoyables qui, ne pouvant compter sur une conscience civique inexistante, chez leurs administrés et ressortissants, sont

pour ainsi dire contraintes d'imposer par la terreur, la torture et l'arbitraire le plus sanglant, un semblant d'ordre minimal.

Les deux situations ne sont pas incompatibles, d'ailleurs ; il est même assez courant que lutte de tous contre tous et terreur d'État se combinent, le moindre relâchement de la seconde entraînant un redoublement meurtrier de la première : ce que n'ignorent pas certains citoyens, y compris parmi les plus pauvres et les plus faibles, les moins protégés du chaos, et qui, à la grande surprise de certains des observateurs étrangers, surtout de ceux qui viennent de contrées plus aimables, mieux rompues au pacte d'in-nocence, supplient le tyran de redoubler de tyrannie, et, en tout cas, de ne rien rabattre de sa brutalité au risque de donner cours à des exactions anarchiques et privées, qui seraient plus dévastatrices, imprévisibles et cruelles qu'elles et que lui.

Un des paradoxes de telles situations est que, s'il le fait, si la dictature se montre un peu moins impitoyable, c'est quelquefois sous l'effet de la honte, de la mauvaise conscience, chez le tyran, ou de cette forme externe et profane de sentiment de culpabilité qu'est l'opinion publique, éventuellement internationale. Soucieux (par force) de son "image", saisi d'une espèce de honte qui n'ose pas dire son nom, le despote se fait un peu moins cruellement despotique qu'il n'était ; or il peut très bien n'en résulter, en face, que plus de violence encore, un désordre encore plus grand, encore plus féroce pour les plus humbles et les moins protégés. C'est que la honte, comme la politesse, ne peut avoir cours de la façon constructive que j'ai dite qu'à la condition difficile à remplir d'être unanimement, ou *presque* unanimement, partagée.

Il n'est certes pas nécessaire que *tout le monde*, individuellement, ressente de la honte : il n'y a aucune raison qu'il en aille ainsi s'il n'y a pas de motifs de honte pour tel ou tel individu particulier ; mais il est indispensable que tous les participants au contrat social connaissent l'existence de ce sentiment pour l'avoir éprouvé et risquer de l'éprouver encore, si par malheur ils s'en donnaient quelque prétexte. Qu'une minorité de quelque conséquence numérique, économique ou symbolique, ignorant la honte, le sens de la culpabilité, le remords, la pitié, prospère au sein d'une société qui, à l'instar de toute société, compte la honte parmi ses plus sûrs fondements, alors une telle société est perdue : car la honte est impuissante face au défaut de honte ; et la police ni la loi ne peuvent suffire longtemps à

maintenir l'ordre et la paix civile face à des individus et des groupes qui n'éprouvent à nuire aucun scrupule, ne voyant aucune supériorité morale à l'in-nocence sur la nocence — *au contraire*, même, peut-être, l'in-nocence n'étant à leurs yeux que soumission lâche et dévirilisée, décadente (c'est le fameux *syndrome du boloss*), à un ordre qui de toute façon ne leur semble en rien désirable : soit qu'ils n'y voient rien d'autre que le pouvoir d'une caste, d'une classe ou d'une race auxquelles, dans les trois cas, ils se sentent étrangers, soit que l'ordre en soi leur soit un objet de mépris comme la renonciation qu'il est en effet, sur le modèle de la syntaxe, à un peu de liberté en échange de beaucoup (mais ce marché leur échappe, ou leur répugne).

Les sociétés occidentales post-génocidaires sont à cet égard dans une position complexe et apparemment contradictoire, car elles-mêmes sont profondément habitées d'un sentiment de honte et de culpabilité, certes parfaitement justifié à l'origine mais qui, à partir de son fondement légitime incontestable, s'est répandu dans tout l'organisme comme les métastases d'une tumeur, jusqu'à revêtir la forme proliférante d'une fatale haine de soi qui les expulse de l'histoire et les livre passivement, pieds et poings liés, à tout ce qui survient, fût-ce la conquête, l'asservissement et la nocence généralisée, celle-ci étant l'instrument de ceux-là ; passivité d'autant plus fatale que ces mêmes sociétés sont soumises à un massif renouvellement ethnique qui leur donne pour partenaires, mais bien vite pour nouveau constituant d'identité aussi bien, des populations auxquelles la honte est largement étrangère, au contraire, d'une part parce qu'elles n'ont eu aucune part au traumatisme fondateur de la honte européenne dans sa forme moderne (les camps de la mort, Auschwitz, pour ne pas les nommer), mais aussi, et surtout, parce que le sentiment de honte, de culpabilité, et d'abord d'auto-examen critique, ne tient pas la même place dans l'histoire de leurs civilisations et dans leur psyché collective, telle qu'elle se manifeste par des comportements-types et des attitudes mentales-témoins.

Cela dit, la situation dans laquelle nous nous trouvons ne coïncide pas, ce serait trop simple, avec ce modèle-là — pour mémoire : majorité sensible à la honte face à une minorité qui, elle, n'en voudrait rien savoir, et rendrait par son refus tout le système impraticable. Est-ce l'effet délétère de ceux qui n'en ressentent pas du tout sur ceux qui ont bel et bien été appris à en éprouver mais n'osent plus en laisser paraître, par crainte de se mettre en

danger en exposant une faiblesse dont l'adversaire aurait tôt fait de tirer parti ? Ou bien est-ce le résultat d'une évolution interne, qui aurait relégué la honte au rang des accessoires archaïques, parfaitement contraires aux idéaux de l'air du temps ? Il faut soigneusement distinguer ici le sentiment collectif, et même plus que collectif, global, "sociétal", et les sentiments individuels qui paraissent être souvent à l'opposé diamétral des précédents : à telle enseigne qu'on en vient à se demander si le sentiment de honte global des sociétés occidentales, si nuisible à leur situation historique, et géopolitique, n'a pas pour contrepartie, non moins nuisible pour la paix civile et pour la douceur des rapports sociaux, l'absence de honte des individus quant à leur comportement particulier. La mauvaise conscience collective serait en ce sens la matière même de la bonne conscience individuelle, sa garantie fiduciaire : elle déchargerait le citoyen de la honte personnelle, du scrupule, de la résolution d'in-nocence.

De fait nous connaissons tous de ces hommes et femmes qui pensent tout comme il faut le penser et même un peu davantage, qui sont des parangons de vertu civique et de conformité idéologique, qui en conséquence éprouvent une vive honte à propos de l'Occident, de la France, de la partie blanche de l'humanité, de l'Europe et de leur histoire respective et commune ; qui, en conséquence, sont prêts à tout accepter du reste du monde et de sa population, à seule fin d'alléger cette honte de race ou de civilisation ; mais qui, une fois ce tribut collectif payé à la rectitude politique et morale telle que définie par le pouvoir idéologique en place, paraissent avoir dépensé sur lui tout leur capital de conscience et n'en garder plus rien pour leur attitude personnelle, privée, et se comportent épouvantablement dans leur immeuble, dans leur quartier, avec leurs proches, avec les inconnus. Autant ils trouvent honteux l'histoire du continent, son égoïsme, sa cruauté, sa nocence, autant ils ne voient rien à redire à leur propre brutalité et à leur insouci des voisins, soient-ils de palier, de quartier, de bureau ou de planète.

Ils sont d'ailleurs largement encouragés en l'une comme en l'autre façon d'en juger — culpabilité ethnico-nationale ici, défaut de toute vergogne intime là — par le climat éthique dominant. Si la patrie et l'Occident dans son ensemble doivent indéfiniment se repentir et payer pour leurs fautes, en effet, pour l'énormité sans fond de leur fautes, il est certain en revanche qu'au niveau individuel la honte n'a pas du tout bonne presse parce qu'elle

est perçue, de même que la syntaxe et tous les protocoles de la courtoisie, de l'étiquette, de la forme, comme un empêchement d'être, et plus particulièrement, bien sûr, d'*être soi-même* : c'est-à-dire d'être ce qu'on est déjà, ce qu'on était naturellement, ce qu'on serait si des freins tels que les règles de la grammaire, celles de la politesse ou bien le sentiment de culpabilité, précisément, ne nous contraignaient pas à jouer un rôle emprunté, funeste à notre bonheur et à notre épanouissement. Au demeurant il n'est pas faux que non seulement *trop* de honte mais aussi et surtout une honte sans fondement objectif risquent de constituer de redoutables empêchements d'être. Il faut donc bien reconnaître, objectivement, que la honte prête le flanc à une bonne part des critiques qu'elle encourt, ce qui rend difficile de la défendre, comme ces vérités imparfaites dont on veut nous convaincre qu'il faut y renoncer, ou du moins ne pas en faire état, parce qu'elles ne sont vraies qu'aux trois quarts, ou aux neuf dixièmes. La honte n'est utile et bonne qu'aux trois quarts, ou peut-être aux deux tiers, je ne saurais dire. Mais ce qui est bon en elle est indispensable, de cela je suis certain, à l'équilibre et même à la survie de n'importe quelle société.

Pareille considération rend indispensable de préciser au moins un peu ce qui serait une bonne honte et une mauvaise. La tâche est moins ardue qu'on ne pourrait le penser. On donnera comme exemple de la mauvaise honte celle de la femme violée. Cette honte-là, bien réelle, facilement observable, hélas, dans toutes les sociétés et surtout dans les plus primitives, mais aussi dans la nôtre (il est vrai que la nôtre, déculturation aidant, redevient de plus en plus primitive…), est totalement dépourvue de fondement. Personne ne peut ni ne doit avoir honte d'événements où sa propre volonté n'a tenu aucune part. Une femme violée peut se sentir souillée, elle peut se sentir humiliée de ce qu'elle a subi, elle peut se sentir blessée et salie au plus profond de sa condition humaine, et confondre ce sentiment avec de la honte, mais elle ne saurait éprouver à juste titre de la *honte*, non plus que des enfants, quel que soit leur âge, pour les crimes ou les trahisons de leurs parents. Il faut que la culpabilité soit existante, réelle et personnelle pour que la honte soit légitime et socialement utile. En revanche, lorsque ces conditions sont remplies, elle est, civiquement, d'un très haut prix. Et elle n'est jamais si précieuse que lorsqu'elle est agissante *à titre préventif*, *avant* toute nocence commise que justement elle va contribuer à prévenir, ou qu'elle va empêcher tout à fait, à elle seule, par la crainte qu'elle inspire : l'individu qui connaît le sentiment de honte, qui en sait la consistance et

l'âcreté, l'âpreté, va s'abstenir de rien entreprendre ou commettre qui pourrait le lui faire éprouver à bon droit.

Quand je parle d'*éloge de la honte*, donc, je ne célèbre que son rôle social, voire politique, national. Et peut-être ai-je eu tort d'évoquer même en passant une *bonne* honte. La honte ne saurait être vraiment bonne, je le sais bien, puisque les êtres ne sauraient trop éviter les occasions d'en souffrir. Au fond elle ne se distingue guère du simple sentiment du bien et du mal : lequel, outre que son contenu peut varier infiniment entre les groupes sociaux, les cultures, les civilisations, les religions, les races, est très inégalement réparti, en quantité globale, entre ces différentes composantes de la famille humaine. Encore n'est-il guère possible, de l'intérieur d'une civilisation, donc d'un système de valeurs, de juger de la pertinence, de la justesse et du degré d'opportunité morale d'un type de relation à la honte ayant cours à l'intérieur d'une autre, donc d'un autre type de rapports au sentiment du bien et du mal. Si, par exemple, dans un système de valeurs particulier, être *au-delà du bien et du mal*, justement, constitue une valeur positive, se trouve considéré, mettons, comme une marque appréciée de noblesse, d'indépendance d'esprit, de dignité ou de virilité, que sais-je, pareille position, dans pareil système, est à déposer sur le plateau du bien, et il n'est guère possible d'en rendre compte, moralement, ou philosophiquement, sans s'aventurer sur le terrain bathmologique et feuilleté d'une *méta-morale*, qui s'interrogerait (comme elle pourrait) sur l'éventuelle valeur morale de l'absence de morale.

L'efficacité politique, stratégique, historique, de pareil défaut, *l'amoralité*, paraît n'être plus (hélas ?) à démontrer. Et c'est un des problèmes majeurs de la situation actuelle que les civilisations "à honte", si l'on peut dire — celles où la honte, l'axiologie, la culpabilité, occupent une place majeure dans la constitution de l'esprit civique, autant dire dans les fondements de la cité —, se trouvent en position de faiblesse manifeste face à des civilisations où il n'en va pas de la sorte, où la culpabilité, le remords, la conscience itérative et volontiers ressassante de ses propres torts sont considérés au contraire comme d'avilissantes bassesses. Ainsi justice et police, mais aussi citoyens qui sont partie prenante au pacte social, sont-ils sans autre force que la force, vite à bout de ressources, face à des auteurs de nocences qui n'éprouvent pas la moindre honte à les commettre, surtout si les victimes ne leur sont rien, n'appartiennent pas à leur "communauté" et

peuvent être considérées, même, comme de méprisables ennemis, dûment méprisés ; et pas la moindre honte, non plus, à voir ces nocences sanctionnées et punies, et eux-mêmes avec elles, ces peines apparaissant au contraire comme autant de blessures subies en un noble combat, de prestigieuses cicatrices, de décorations, de titres de gloire.

Les *nocents* qui entretiennent cette façon de voir, on peut leur infliger des amendes, qui ont peu de chance d'être jamais payées ; on peut les incarcérer, quitte à faire déborder les prisons ; mais si aucune pénalité sociale ou pénitence morale n'accompagne ces condamnations pénales, pour celui (et beaucoup plus rarement pour *celle*) qui en fait l'objet, non seulement la récidive est assurée mais les nocences elles-mêmes ont tôt fait de dépasser par leur masse leur caractère premier de fait-divers pour s'inscrire dans un processus global de conflit de civilisations et de guerre de conquête. L'inexistence de la honte en leur sein rend les civilisations moins plaisantes, certainement (de même que les personnes…), moins paisibles et moins… civilisées, mais il se pourrait bien aussi qu'elle les fît plus redoutables et plus puissantes (au moins dans un premier temps). C'est un phénomène d'ailleurs bien connu que celui de civilisations vaincues, voire annihilées, non pas tant parce qu'elles étaient *inférieures*, culturellement, spirituellement, moralement, techniquement, etc., mais, au contraire, parce qu'elles étaient "supérieures" — et si je mets ici des guillemets à "supérieures", ce n'est pas par l'effet d'une élémentaire prudence idéologique, pourtant bien nécessaire, mais pour la raison simple qu'on doit être fondé à s'interroger sur la "supériorité" d'une civilisation que sa propre qualité spirituelle ou son "élévation" morale voueraient à la défaite et à la mort. Une telle civilisation est-elle vraiment "supérieure", ou bien la "supériorité", pour une civilisation, et dans la mesure (étroite) où le concept est admissible, ne consiste-t-elle pas à s'assurer les moyens de perdurer dans l'être ? Ce n'est pas mon sentiment, mais je conçois que la question puisse se poser.

La *honte* est évidemment la contrepartie nécessaire de l'honneur, et, pareillement, de ce succédané commercial et professionnel de l'*honneur* chevaleresque et nobiliaire dans les sociétés bourgeoises, et aussi dans les défuntes sociétés paysannes : la *réputation*. Leur monnaie d'échange, si j'ose dire, c'est la *parole*, la parole d'honneur, l'engagement, le contrat (éventuellement verbal, car la parole d'honneur n'a pas besoin d'écriture),

dont on connaît au moins depuis la Ligue hanséatique le rôle capital (et proto-capitaliste) dans la banque, les échanges et le commerce international. L'éloge économique n'est plus à faire, en effet, des *sociétés de confiance*, qui, au cours de l'histoire, ont fondé la prospérité d'entières régions du monde et de quelques grandes nations, en général plutôt nordiques et volontiers protestantes. Mais nous vivons de plus en plus, au contraire, dans une société de *défiance*, où tout le monde, et non sans d'excellents motifs, hélas, se méfie de tout le monde, comme en témoignent par exemple, au niveau le plus élémentaire, trivial et quotidien, les insupportables codes d'accès d'immeubles, qui contribuent à rendre si pénible la vie urbaine contemporaine. Et cette société de défiance est certes due aux évolutions démographiques, aux rivalités communautaires et à ces tensions larvées (de moins en moins larvées) qui marquent le passage à la diversité ethnique et culturelle : mais aussi à l'effacement — coresponsable de cet accroissement de la violence et de cet envers de l'in-nocence civilisée que j'appelle la *nocence* — de la honte, de la responsabilité et du *nom* : à cette régression infantile et civilisationnelle qu'est la civilisation ou l'*incivilisation* des prénoms.

La régression dont l'usage généralisé des prénoms est le signe (en même temps qu'elle en est une des manifestations caractérisées) n'est pas seulement psychologique, en effet : vers la petite enfance et vers ce gnangnisme langagier dont nous entourons cet âge-là, dans le même temps que nous l'habituons à la plus grande liberté de langage, fût-elle grossière et même ordurière — car ce sont les mêmes parents qui se complaisent dans le langage bébé, par exemple pour désigner, redoublement du sujet à l'appui, les différents emplois au sein de la parentèle (« Qu'est-ce qu'il dit à sa neuneu, le tonton ? ») et qui font constamment référence, en présence de leurs enfants et même en s'adressant à eux, à cet excrément qui constitue si curieusement le fond des conversations en France, depuis qu'en tous les milieux la barrière prohibant des échanges ordinaires et familiaux le scatologique et l'obscène a été levée, sans profit bien notable pour la douceur des relations sociales en général (« Gladys, merde, t'arrêtes de faire chier, ou sinon c'est papa qui va régler la question », entend-on de charmantes jeunes mères proférer à l'adresse de leur progéniture indisciplinée (et dans ces conditions on a du mal à imaginer qu'elle ne le soit pas)). Non : le retour en arrière est aussi politique et historique, voire ontologique : étroitement lié en tout cas à l'histoire des civilisations.

Il faut noter en effet que le nom a été une conquête démocratique, une conquête démocratique telle qu'elles devraient l'être toutes (et telle que ne l'est nullement, par exemple, la prétendue démocratisation culturelle) : la généralisation du nom a été, en son temps, l'étendue à tous d'un privilège aristocratique (alors que la démocratisation culturelle a été l'étendue à tous d'une *défaveur* culturelle, la généralisation du statut culturel des classes culturellement défavorisées, la déculturation de l'ancienne élite (et donc sa disparition de fait, car il ne reste d'elle que le nom, aussi dévoyé et dévalorisé que ceux de musique ou de culture, ne serait-ce que par le passage au pluriel (*les* élite*s*, *les* culture*s*, etc.)).

Pendant des siècles seuls les nobles ont eu des noms (de fiefs, de domaines, de châteaux, de terres). Les manants, eux, n'avaient que des prénoms, et souvent des surnoms, l'équivalent de nos actuels "pseudos" ; mais beaucoup plus parlants, et qui sont devenus avec le temps les noms que nous connaissons. L'accession au nom c'est l'accession à la durée, à la lignée, à la transmission, toute chose que symbolise à merveille l'appellation de *patronyme*, un terme qui lui-même est en train de s'effacer, comme la chose qu'il désignait, à l'occasion du dit "mariage pour tous" et des nouvelles lois sur la famille, corroborant par son retrait les dispositions un peu plus anciennes sur l'égalité des sexes. *Patronyme*, *matronyme*, on va pouvoir choisir son nom, celui du père, celui de la mère, et bientôt pouvoir en changer, comme on peut déjà changer de sexe. Il n'y aura plus de différence entre le nom et le pseudo, l'un et l'autre procédant pareillement d'une décision propre au porteur lui-même. Dans l'univers du simili, tout deviendra pseudo. Le nom même n'aura plus de nom que le nom. L'important, et c'est une constante absolue des sociétés modernes, ou postmodernes, est que rien ne soit déjà-là, fatal, intangible, essentiel, inéluctable, et, sinon éternel, du moins inscrit dans la longue ou la très longue durée, comme l'étaient la nation (définie désormais comme un *hôtel* par M. Jacques Attali) et la nationalité.

Le prénom est ici le lieu d'enjeux considérables : car le prénom, sauf exceptions, et qui ne sont jamais obligatoires, est *ce qui ne s'hérite pas*. Le prénom, c'est le contraire de l'héritage. Le prénom commence avec le sujet. Il n'est qu'à lui, contrairement au nom qui, jusqu'à présent, du moins, dans nos contrées, était toujours nom du père. Bien sûr il n'est pas rare, quoiqu'il soit de moins en moins fréquent, je pense, qu'à l'intérieur des familles le

prénom fasse l'objet d'une transmission, que l'enfant hérite le prénom de son père si c'est un garçon, de sa mère si c'est une fille, et plus souvent, car le saut par-dessus une génération, ou l'alternance d'une génération à l'autre, sont largement attestés, de son grand-père ou de sa grand-mère, ou de quelque oncle ou tante que l'on veut honorer, ou remercier, ou propicier, avec changement de genre dudit prénom si nécessaire. On peut laisser ici de côté, je présume, comme n'ayant pas de portée statistique, le cas romanesque et poétique, au moins pour ceux qui sont prédisposés à en juger de la sorte, des prénoms qui n'appartiennent pour ainsi dire qu'à une seule famille, en général très aristocratique, ou sont si rares en dehors d'elle, qu'ils semblent être son bien ou la désigner, comme un détail de blason : *Sosthène* pour les la Rochefoucauld, *Anne*, jadis, pour les mâles de la maison de Montmorency, *Hélie* pour les Talleyrand-Périgord, *Nompar* chez les La Force, *Donatien* chez les de Sade, *Ithier* dans divers hauts lignages. En de pareilles occurrences, qui rejoignent l'exception déjà rencontrée des prénoms royaux, le prénom est bien, contrairement à ce que je soutiens ici, objet, d'abord, puis instrument de transmission. Mais dans tous les autres cas, et ils sont tellement la majorité qu'à parler d'*unanimité* on serait plus près de la vérité, le prénom appartient au seul sujet, et il n'en a pas hérité.

Plus précisément : *horizontalement*, ou *synchroniquement*, à un moment donné de l'histoire d'une société, le prénom appartient à un nombre suffisant d'individus, en général, pour garantir, comme fait le pseudonyme, l'anonymat de celui qui le porte, d'autant qu'il n'existe pas (encore), à ma connaissance, de répertoires des citoyens classés par leur prénoms, et qui permettraient de les retrouver s'il le fallait, si l'autorité en éprouvait le besoin ; *verticalement*, ou *diachroniquement*, d'un point de vue qui prenne en compte la durée, le prénom est suffisamment indépendant de toute transmission pour n'engager à rien, à presque rien, pour soustraire le sujet au temps, mais aussi, et ce n'est pas moins grave, pour soustraire le temps au sujet.

Ne pas connaître l'histoire, jadis, c'était ne pas savoir ce qui s'était passé à tel ou tel siècle. Aujourd'hui — et je cite ici Danièle Sallenave citant, dans *Le Don des morts*, Casimir Brandys —, aujourd'hui c'est ne pas savoir qu'il y a eu des siècles.

On notera à ce propos qu'il en va de l'histoire comme de la syntaxe, telle que je décrivais plus tôt la croissante réalité de sa situation (on pourrait leur

ajouter la littérature, d'ailleurs) : ce n'est pas tant qu'on ne sait pas ce qu'elles disent ou de quoi elles sont faites, ou comment les reconnaître ; c'est, de plus en plus souvent, qu'on n'a pas conscience de leur existence ni n'entrevoit ce que peut bien être leur rôle, ne parlons pas de leur utilité, ou de leur attrait. Nous connaissons tous de ces adolescents, et parfois ce sont des adultes, dont nous voyons bien qu'ils ne comprennent absolument pas ce dont nous leur parlons quand nous leur disons que tel bâtiment, par exemple, *date du XVII*e *siècle*. Ce mot de *siècle* n'a pas de signification pour eux : par quoi je ne veux pas dire qu'ils n'ont aucune idée de ce qui a bien pu se passer au XVIIe siècle ou durant n'importe quel autre, que les contenus leur échappent, en somme, ce qui bien sûr va de soi, en l'occurrence ; mais j'entends signifier, au prix d'une généralisation abusive comme elles le sont toutes, bien sûr, que l'idée même de distinguer des périodes, dans cette masse indistincte et de peu d'attrait, de peu de présence, surtout, *le passé*, leur est devenue étrangère. Au mieux, ils concluent de notre phrase que ce bâtiment est *vieux* : non pas *ancien*, terme qui serait paré de prestiges auxquels ils ne sont pas sensibles, et pour cause, mais *vieux*. Ce qui relève de l'histoire, à leurs yeux, ou simplement du passé, c'est ce qui n'est pas présent — autant dire ce qui n'existe pas, ce qui ne se rencontre que dans les livres, les documents ou les documentaires : ce dont il n'y a pas lieu, en somme, de se soucier. Présent et présence se confondent, présence et existence aussi.

Je ne soutiens nullement, bien sûr, que le règne ou la manie des prénoms sont la cause de ce présentéisme enchanté de lui-même qui est une des formes les plus ravageuses de la stupeur ambiante, telle que l'organise avec méthode l'industrie de l'hébétude dans ses trois départements principaux, à savoir : l'enseignement de l'oubli, autrement appelé Éducation nationale ; l'imbécillisation médiatique de masse, plus connue sous le nom parfaitement aporétique d'*industrie culturelle* ; et la drogue, délicatement estampillée "économie parallèle", et dont il n'est pas indifférent qu'elle et les règlements de compte qu'elle entraîne aient pour protagonistes majoritaires, dans la structure agissante des transformations démographiques et civilisationnelles en cours, des représentants des communautés ethniques les plus récemment installées sur le sol national. Je note entre parenthèses, à ce sujet — *entre parenthèses* car ce n'est pas, pour cette fois, le fond de mon propos —, que les prénoms, là aussi, sont une

jauge ou un marqueur idéaux, hélas, du processus en cours : en quoi je ne fais pas allusion aux éternelles discussions pour savoir à quel moment exactement le prénom *Mohammed* sera le plus donné à Strasbourg, à Bruxelles ou à Vaulx-en-Velin, ou depuis quand il l'est déjà, et depuis combien de temps ; mais à la curieuse propension des milieux populaires, au sens ancien de l'expression, pas au sens actuel, du *peuple*, donc, du peuple français, de ce peuple dont on disait jadis qu'il était le réservoir intact du sentiment patriotique trahi par les prétendues élites, à donner à ses enfants des prénoms, *Donovan*, *Brandon*, *Kimberley*, *Enzo* ou *Matteo*, qui ne témoignent aucun attachement particulier à l'onomastique nationale mais paraissent refléter plutôt un amour fasciné pour les plus vulgaires séries américaines ou la chansonnette transalpine.

Petite consolation pour les patriotes, les porteurs de ces prénoms-là ont, statistiquement, de très mauvais résultats au baccalauréat, ce qui, cet examen étant ce qu'il est (devenu), est tout de même assez difficile à réaliser et relève presque du tour de force ; tandis que les ultimes Jacques, Pierre, Paul-Marie et surtout *Madeleine*, Dieu sait pourquoi, frisent les cent pour cent de succès. Une jeune fille prénommée Madeleine ne court pour ainsi dire aucun risque de ne pas être bachelière. Elle a même les plus grandes chances de bénéficier d'une mention flatteuse. L'histoire ne dit pas, toutefois, si elle l'écrira *mension* ou *mansion* pour en avertir au plus vite ses parents ou amis, comme le font par SMS ou sur Twitter, à la saison, tant de ses congénères semblablement distingués.

J'ai dit que les prénoms n'engageaient à rien, ne représentaient aucune contrainte, ne constituaient en aucune façon un poids du passé — cela par rapport aux noms — et que c'était une des raisons de leur succès. « Je ne sais rien d'un homme quand je sais qu'il s'appelle Jacques », dit fameusement Marx. Cette assertion, comme beaucoup de celles du même auteur, est, à la vérité, très contestable. Marx était déjà la victime, quand il l'avança, de ce préjugé moderne, si injustement sévère pour les préjugés, justement, qui tient pour néant les vérités imparfaites, celles qui ne sont vraies qu'aux trois quarts, mettons, ou ne se vérifient que deux fois sur trois. Ce préjugé contre les préjugés, remarquons-le en passant, est terriblement préjudiciable à la vérité en masse, dont il sacrifie avec une coupable prodigalité toutes les coupes, les copeaux, les chutes, les fragments, les exemplaires incomplets. Toute écologie énergétique ou

aléthéïaque devrait le bannir, par souci d'épargner les matières premières : parce qu'il voudrait la vérité toujours pure, en effet, et *vraie* en toute occasion, il en rejette à la rivière ou dans les égouts des quantités prodigieuses, qui n'ont d'autre défaut que d'être un peu mélangées d'erreur, d'approximation ou d'inexactitude.

Il est bien vrai que je ne sais rien de *tout à fait certain* d'un homme dont je sais seulement qu'il s'appelle Jacques. Je sais tout de même que c'est un homme, selon toute vraisemblance, et qu'il est probablement francophone, voire français, si ce n'est français de souche, comme il ne faut pas dire. Cela du moins si son prénom est bien *Jacques*, en français, et non pas *James* ou *Jaime* ou *Giacomo*. Marx en fait a écrit *Jakob*, bien entendu. En choisissant ce prénom très courant, et relativement peu chargé de connotations sociales ou culturelles, il s'est donné la tâche assez facile, à la vérité : il est vrai que *Jacques* parle assez peu, comparativement. La phrase prêterait davantage à contestation si l'auteur avait écrit :

« Je ne sais rien d'un homme quand je sais qu'il s'appelle Enguerrand, ou Arthus, ou Kevin, ou Tarik ».

Les prénoms disent en fait beaucoup de ceux qui les portent, de leur origine nationale, ethnique ou religieuse, de leur classe sociale, de leur milieu culturel, du degré de sophistication esthétique de leurs parents, de leurs préférences politiques quelquefois (ainsi il fallait être vraiment enfant de communistes pour aller s'appeler *Anicet*, vers le milieu du siècle dernier) ; et aussi de l'âge des impétrants eux-mêmes, ou du moins de la génération à laquelle ils appartiennent. Ils ne disent rien d'*absolument certain*, je le concède bien volontiers, mais ils suggèrent très fortement, et, dans la plupart des cas, c'est avec justesse. Que certes il convienne d'être très prudent, je n'en disconviens pas, et sur le dernier point, la question de l'âge, plus encore que sur tous les autres ; la bathmologie, une fois de plus, offre ici un précieux recours, seule à même qu'elle est de rendre compte des retours en grâce, du régime cyclique de la faveur, des longues alternances en couches chronologiques successives du *oui* et du *non* de la popularité. Ainsi un *Jules*, un *Léon*, un *Théodore* auraient-ils toute chance, aujourd'hui, d'être extrêmement vieux ou bien très jeunes, vieillards, voire centenaires, si ce n'est morts, ou bien adolescents, voire bambins. On ne s'attend guère, par exemple, en 2014, à rencontrer des *Léon* français de quarante ans. Les

Géraud sont rarement des prolétaires, non plus que les *Isaure* ou les *Hedwige*. Encore faut-il prendre garde, là aussi, aux retours bathmologiques, à un autre niveau de la spirale : non pas seulement d'une époque sur une autre, donc, mais d'un milieu social vers un autre, en sautant par-dessus les éléments intercalaires.

Un cas curieux, et que j'ai trop souvent cité, je prie qu'on m'en excuse, est celui de *Ghislaine*, très aristocratique de connotation il y a encore cinquante ans, très largement répandu aujourd'hui. En changeant de clientèle, de connotation ou de registre social, comme on voudra, il a changé de prononciation, et de *Gui-laine* est devenu *Jiss-laine*, au mépris de la tradition, de l'usage, et de toutes les règles de la prononciation française. Ayant changé de prononciation il a, je crois, en bien des occurrences, changé d'orthographe, et il est devenu *Gislaine*, sans *h*, voir *Jislaine*, ou *Jysslaine* — tout est possible désormais. Ses mésaventures ne sont pas sans rappeler celles de *Jehan* et de *Jehanne*, qu'à force de prononcer *Jean* et *Jeanne*, en bon français, on avait fini par écrire de la sorte, avec ce curieux contrecoup que les rares *Jehan* et *Jehanne* maintenus sont devenus dans les bouches, avec le temps, et l'ignorance des anciens usages aidant, *Géant* et *Jé-hanne*.

Ghislaine et *Jehan* me serviront de transition, car j'étais en train, par scrupule, de plaider contre moi-même ; et ces prénoms-là, si maltraités, me ramèneront dans le droit chemin. Je disais, par souci d'honnêteté, que Marx avait un peu tort d'affirmer qu'on ne sait rien d'un homme quand on sait qu'il s'appelle *Jacques* : on n'en sait rien de *certain,* en effet, mais, je le répète, on en subodore deux ou trois choses, qui peuvent n'être pas négligeables. Les prénoms ont bien des connotations, d'ailleurs d'inégales ampleur et intensité selon les cas. *Djihad* en a plus qu'*Hervé*, et même que *Mohammed*. Mais enfin, j'ai beau lui chercher noise, c'est Marx, en l'occurrence, qui va dans le sens de ce que soutient ce petit livre-ci ; et si je le critique un peu, sur ce point, c'est pour ne pas sembler tirer un aveugle crédit du précieux appui qu'il m'apporte. En règle générale il est bien vrai que le prénom, n'étant pas automatiquement héréditaire, et n'étant même qu'assez rarement hérité, ne participe pas du lien entre les générations et ne contribue pas, de façon contraignante en tout cas, à l'inscription du sujet dans le temps. Il ne relève pas — c'est, à mon avis, le secret de son succès — du domaine si peu aimé et même tant détesté du donné, de

l'acquis, de l'incoercible, de l'irréversible, de l'inéluctable. Pour les parents qui l'attribuent, il ne fait l'objet d'aucune contrainte.

Cela est encore plus rigoureusement vrai depuis une vingtaine d'années. Sans doute paraissait-il encore être trop contraignant, précédemment, trop chargé d'histoire, d'obligations et de limitations puisque, jusqu'à la fin du siècle dernier, la liste des prénoms autorisés était, quoique énorme, légèrement circonscrite néanmoins, dans la mesure où elle était constituée essentiellement par les saints du calendrier et par les héros de l'histoire antique et moderne. On croira difficilement qu'un curé de paroisse, en 1946, ait pu refuser que *Renaud* soit donné comme premier prénom à un enfant, au motif qu'il n'y avait pas, à l'époque, de *saint Renaud*, ou que du moins, fort obscur et d'existence douteuse, il n'apparaissait pas dans les éphémérides chrétiennes les plus répandues. Le prêtre auquel eurent affaire mes parents exigea qu'on fît précéder *Renaud* d'un prénom doté d'un saint mieux répertorié ; et c'est ainsi que je me nomme officiellement *Jean Renaud*, bien que personne ne m'ait jamais appelé de la sorte, et *Jean* tout court moins encore. Pour comble de malheur l'administration, par inculture, je le crains, s'est mis dans la tête, récemment, que le prénom officiel, le prénom d'état-civil, devait être le premier, ce qui est parfaitement contraire à la tradition française — il suffit pour s'en convaincre d'observer les vieux dictionnaires, où les prénoms *usuels* des personnages répertoriés sont donnés en italique, et c'est rarement le premier. Après plus d'un demi-siècle de relations peu intenses mais assez cordiales (sur ce point) avec moi, les bureaux ont décidé que je m'appelais *Jean*, ce qui me vaut bien sûr toute sorte de complications dans la vie quotidienne, mon véritable prénom étant devenu sur le tard un pseudonyme, une sorte d'affectation vaniteuse qu'on semble décidé à ne plus me passer, dans les banques, les bureaux de poste, les caisses de retraite et d'assurance-maladie.

Toutes ces complications déplaisantes je ne les dois pas à un laïc officier d'état-civil mais à un prêtre, en l'occurrence bien rigoriste car saint Renaud, quoique obscur il faut en convenir, a bel et bien vécu, dans la forêt de Craon, au XIe siècle — on peut parier toutefois que la plupart des assez rares Renaud français d'avant la fin du XXe siècle étaient ainsi nommés en référence au héros de la chanson de geste, Renaud de Montauban (qui d'ailleurs finit comme un saint, à Trémoigne, c'est-à-dire à Dortmund), ou bien à celui de l'Arioste, le cousin de Roland dans l'*Orlando furioso*

(lequel, au demeurant, est plus ou moins le même personnage que le précédent). Les fonctionnaires municipaux étaient, dans l'ensemble, infiniment plus arrangeants que notre ecclésiastique chipoteur. Encore le législateur de la fin du siècle dernier a-t-il considéré comme une atteinte trop forte à la liberté qu'on n'ait pas loisir de donner à ses enfants tout à fait *n'importe quel* prénom qu'on puisse concevoir et désirer. Par la loi du 8 janvier 1993 il a levé presque toute barrière aux effets de l'imagination parentale ou aux conséquences des enthousiasmes sportifs, "artistiques", commerciaux, mécaniques ou médiatiques. Ne demeure comme ultime garde-fou aux éventuels (et fréquents) excès de cette liberté que la possibilité laissée aux greffiers, s'ils estiment que l'intérêt de l'enfant est trop gravement lésé par un prénom ridicule ou trop lourdement chargé d'un sens controversé, de faire appel à un juge pour qu'il se prononce à ce propos. Lourde procédure, qui, bien entendu, n'est presque jamais mise en œuvre.

Ce beau laxisme nous a valu la floraison qu'on sait, en guise de prénoms, de noms de modèles de voitures et de surnoms de footballeurs. Les anciens prénoms survivent tant bien que mal, mais c'est en piteux état. Une mode qui s'attarde est de les adapter à ses besoins, à ses envies, à ses caprices, plus souvent à ses ignorances, à l'obligation où l'on croit être d'affirmer son autonomie totale. On en modifie l'orthographe. Il est devenu tout à fait anachronique de demander comment s'écrit, dans l'absolu et pour tous ceux qui le portent, un prénom donné ; en conséquence de quoi il faut demander comment il s'écrit dans chaque cas particulier, puisque chacun a latitude entière d'adapter à sa fantaisie le sien propre ou celui de ses enfants : il s'écrit donc comme ont décidé qu'il s'écrirait les parents de celui ou de celle qui l'arbore, et souvent cette personne elle-même.

Ainsi achèvent de se dissoudre la référence et la révérence au passé que constituait malgré tout le choix de tel ou tel prénom particulier, choix qui dans l'Occident chrétien, pendant des siècles, a signifié le choix d'un saint protecteur, souvent celui de la paroisse, c'est-à-dire du quartier ou du village, ou bien de la corporation du père. La haine de l'irréversible interdit qu'on se soumette à quoi que soit d'antérieur à nous-mêmes et qui s'imposerait à nous du seul fait de cette antériorité même. J'ai rencontré une *Carolane*, ces jours-ci. Elle m'a expliqué que ses parents aimaient beaucoup *Caroline* mais trouvaient qu'il y en avait trop. Qu'à cela ne tienne. La

confection sur mesure a pour ainsi dire disparu s'agissant du costume ou des idées mais elle a trouvé en les prénoms un champ d'exercice inédit. On pourra parler de *demi-mesure* quand il s'agit seulement de changer une lettre ou deux par rapport à un prénom dûment répertorié : *Carolane*, *Gislaine*, *Julian* — (« Moi mon fils s'appelle Djulian on a mit le "D" pour que les gens le prononce bien et no souci ! j'adore ce prénom qui es très doux et peut commun ! Et sa lui va très bien ;) Donc n'ezitez pas après tout si vous aimer bien !! »)

Cette affirmation emphatique de soi, comme si avec nous commençait le monde, au moins pour nous, ce refus luciférien de se plier à toute règle préexistante, sont tout à fait comparables à l'exigence de la Poste, environ le même temps, et, peu après, du Crédit lyonnais, devenu discrètement LCL après un scandale financier, d'incorporer l'article à leur nom et d'être classé dans les annuaires à *l* pour *La* Poste ou pour LCL, *Le* Crédit Lyonnais : les puristes (je ne suis pas sûr de n'avoir pas été le seul…) ont eu beau jeu de faire remarquer qu'en français l'article, pas plus que la préposition particule, ne fait partie du nom, et que donc la Poste ne pouvait pas imposer aux Français qu'elle allait désormais s'appeler *La Poste*, ce qui était totalement contraire au génie et tout simplement aux règles de notre langue. Mais la Poste, de même que le papa de Djulian et la maman de Carolane, estimait qu'on est bien libre de s'appeler comme on veut. Elle ne faisait en cela que raisonner et ressentir comme la majorité sinon l'ensemble des contemporains qui, plus ou moins consciemment asservis à la volatile mais omniprésente et omni-insinuante idéologie soi-mêmiste, ne voient pas très bien pourquoi ils devraient être soumis à quelque chose qui ne serait pas la loi mais relèverait d'instances imprécises à l'autorité élimée : l'usage, la tradition, la nation, l'esprit de la langue.

Comme la Grande Déculturation[4], avec sa tendance à réduire la connaissance, quand il en reste quelque chose, à quelques très grandes règles très sommaires et ne souffrant pas d'exceptions, a persuadé beaucoup de gens que la lettre *e*, à la fin des mots, était à tout coup la marque du féminin, en français, on prend *Stéphane* pour un prénom de fille, maintenant, ou bien l'on craint, si l'on est un garçon et si l'on a été ainsi baptisé par ses parents, qu'un tel prénom à désinence muette ne soit pas assez viril et ne vous expose, à l'école ou au lycée, aux moqueries voire aux persécutions — l'époque n'en est pas avare — de condisciples autant et

plus déculturés que vous et qui ne connaissent ni Stéphane Mallarmé ni, plus étrangement, Stéphane Hessel. Aussi se met-on, par précaution, à s'appeler *Stéphan*, ou *Stéfan*, tandis que par un souci inverse les *Magali*, s'il en demeure, font suivre d'un *e* leur *i*.

À ma vive satisfaction on m'a présenté un enfant nommé *Timothée*, dernièrement. Mais quand j'ai eu l'occasion d'écrire ce prénom il m'a été précisé par la mère, ou plutôt par la *maman*, bien entendu, qu'il n'y fallait pas d'*e* final : le malheureux aurait eu trop à souffrir, dans la cour de récréation — ces scrupules mal placés sont un indice, au demeurant, qu'à la dite "théorie du genre", qu'elle existe ou *n'existe pas*, comme le soutiennent, curieusement, les propagateurs de ses scolies, il est résisté sourdement, fût-ce de façon inéclairée.

Est-ce la crainte de la féminité bien à tort impliquée qui, de la plupart des *Jérémie,* a fait des *Jérémy*, une sorte de monstruosité translinguistique il faut bien le dire, car si l'*y* grec final est purement anglo-saxon (*Jérémie* a toujours été *Jérémie* en français), les accents maintenus sur les *e* créent un vocable ambigu et composite, qui n'a de nom dans aucune langue. Il est vrai que c'est peut-être l'effet recherché, plus ou moins consciemment et délibérément. Mais c'est bien la peur de paraître porter ou imposer, pour un garçon, un prénom de fille qui semble avoir été le facteur le plus déterminant, puisque dans le même temps le prénom *Cyrille*, jusqu'alors assez rare et à fortes connotations russes ou orthodoxes, mais néanmoins très bien inscrit dans l'usage national et la tradition française, devenait massivement *Cyril* à mesure qu'il se répandait et devenait plus populaire. *Cyril* aussi a des connotations pour des oreilles ou plutôt pour des yeux cultivés (il n'y a pas de différence de prononciation), mais elles sont plutôt d'inculture (*Cyrille* a toujours été *Cyrille* en français) ou d'indifférence à la culture, dans la mesure du moins où elle est tradition, héritage, et, dans une certaine mesure, *contrainte* — cette mesure étant bien sûr éminemment récusable et de fait, très souvent, récusée : je ne suis pas sûr que ce ne soit pas le sujet même de ce petit essai.

Il semble que la ressource de l'ablation de désinence supposément (mais, en fait, pas le moins du monde) féminine ne soit pas offerte aux Camille, s'ils se trouvaient être des garçons : je ne sache pas qu'il existe (mais *tout* existe, dans ce domaine) de *Camil*. Vraisemblablement les Camille

masculins ou leurs parents ont baissé les bras et décidé de ne pas courir trop de risques — il ne s'en rencontre plus guère, pour autant que j'en puisse juger. N'envisageons même pas le cas d'éventuels *Irénée*, ou de plus improbables encore *Amédée*. On en arrive à s'étonner que Pierre même ne soit pas menacé, pour les mêmes motifs absurdes.

Ces pôles de résistance mal inspirés, et surtout très mal informés, profondément déculturés, à ce qui est pris bien à tort pour une menace d'indifférenciation sexuelle, menace que contrerait la disparition de ce pauvre *e*, sont tout à fait paradoxaux, parce que civilisation des prénoms et *so-called* "théorie du genre", en réalité, vont main dans main, unies, comme toute la modernité idéologique, par une commune détestation, celle du *déjà-là*, de l'acquis, de l'immarcescible, du fatal — en somme de la tragédie, de la grandeur tragique. De rien il ne doit pouvoir être dit que *c'était écrit.* Nos culs-de-jatte mettent un point d'honneur à faire l'ascension de l'Everest, quitte à laisser leurs chaises roulantes s'empiler, au retour, dans les neiges rouillées du camp de base. Devenus tristement *non-voyants*, ce qui les dépouille d'un coup de toute la poésie et de la noblesse poignante dont la langue, par sa seule durée, par son inscription dans la matière des siècles, était capable de parer les sorts les plus infortunés, nos aveugles, au lieu de se faire organistes comme jadis, ou masseurs, ou joueurs de vielle, font carrière comme critiques d'art, ou spécialistes de la course d'obstacle. Monuments historiques, châteaux de la Renaissance, maisons d'écrivains parvenues intactes jusqu'à nous et jusqu'à cette mésaventure, jolis hôtels anciens aux couloirs trop étroits ou aux ascenseurs trop exigus pour le passage des fauteuils d'infirmes, sont mis à sac, et leurs structures séculaires défoncées sans pitié, pour être placés en conformité avec les normes nouvelles en faveur des handicapés. Nos classes d'école et notre enseignement ont été tout entiers réorganisés, au grand détriment du bien commun et de la transmission scolaire, pour accueillir ceux qui ne peuvent *pas* en profiter, serait-ce seulement parce qu'ils ne parlent pas notre langue, sont étrangers à notre culture et souvent n'éprouvent à son égard qu'indifférence, à moins qu'ils ne la méprisent ou la détestent. Tant pis, ils seront bacheliers, même s'ils ne savent rien. Il n'y aura pas d'empêchement à l'être, surtout d'empêchement venu du passé.

Moyennant quoi c'est le passé lui-même qui, par pans entiers, est effacé de la conscience : l'histoire se fait de plus en plus courte, c'est l'espèce

entière qui est empêchée, par alignement démocratique et égalitaire sur l'empêché en elle. Au lieu de conserver précieusement ce qu'il y a de meilleur dans une société, ce qui y a fait ses preuves et y a donné des marques d'excellence (comme l'héritage culturel), et de tâcher incessamment d'en élargir l'assise, la matière et le cercle des bénéficiaires, on organise tout, au contraire, autour de ce qui obtient les moins bons résultats, de ce qui *marche* le moins bien, et dont les infortunés "handicapés" (ce mot de mauvaise langue dit assez où le bât blesse) sont le symbole cruel. Or il se trouve (*hélas*, peut-être…) qu'une part considérable de ce meilleur ainsi sacrifié, de ce plus précieux abandonné parce qu'inégalement réparti, ou condamné au seul motif que certains ne peuvent pas en profiter, de cette matière accordée par excellence à la plus haute part de l'humain, il se trouve que c'est justement ce qui a défié le temps, ce qui a subi l'épreuve de la durée, ce qui donc nous vient du passé et qui, dépassant les générations, ne peut survivre qu'en se transmettant, en s'héritant.

Pierre Bourdieu l'a bien remarqué, et souligné, ou plus exactement *confirmé*, car tous les siècles l'ont toujours su, même s'ils ne l'avaient pas traduit en langage sociologique, ou pédagogique ; et lui ne l'a corroboré que pour le déplorer, s'en plaindre, et recommander qu'il y soit mis fin comme à une injustice (que c'est en effet) — en quoi il n'a été que trop bien écouté : la plus efficace façon d'avoir de bons élèves c'est d'avoir des parents déjà bien élevés, déjà cultivés, déjà familiers des matières de la connaissance et de la transmission scolaire et extra-scolaire. Mais l'héritage est par définition inégal puisque certains en reçoivent et d'autres n'en reçoivent pas ; et parmi ceux qui en reçoivent son ampleur et sa qualité aussi sont très inégales. L'héritage est donc injuste, antidémocratique et, qui pis est, antiantiraciste car, dans les sociétés pluriethniques, aussi longtemps du moins qu'elles ne se sont pas résolues, ou résignées (on y vient), à un multiculturalisme strict, c'est-à-dire lui-même égalitaire, où aucune culture de l'un des peuples co-présents n'est privilégiée, il existe en faveur des héritiers de la culture de référence, du seul fait qu'ils ont été élevés en elle, et les autres pas, un privilège qui sera jugé injustifié : d'où la nécessité vertueuse de faire en sorte que ces héritiers n'héritent pas, non plus que les héritiers de la classe qui, pareillement (et de façon également injuste, dans cette perspective démocratique), serait détentrice de cette culture de référence.

Donc pas d'héritage, et pas de culture de référence. Le passé est un privilège, qu'on se le dise : une richesse, une parure, un bagage de luxe. Puisqu'il est fatal que tout le monde ne puisse pas en jouir également, il est impérieux que personne ne puisse en profiter. Seul à même de préparer l'avenir égalitaire, le présent seul est démocratique.

Le prénom est un *en-deçà* du nom : comme son nom l'indique il le précède dans l'espace et dans le temps, il renvoie à l'enfance des individus et à un stade archaïque des sociétés ; cependant cet *en-deçà* revient en farce *après* le nom, sur ses ruines, parmi les vestiges épars de cette identité dont le nom, justement, le *patronyme*, fut le nom. On a peut-être insuffisamment remarqué que le vaste mouvement de législation réformiste qui a culminé (jusqu'à présent) dans le dit "mariage pour tous", également appelé, plus improprement encore, "mariage gay", a eu pour rapide contrecoup de nouvelles dispositions juridiques relatives, précisément, au patronyme, dont on peut dire en un certain sens qu'il a été aboli par la loi et selon la loi, même s'il est tout à fait probable que, sur sa lancée millénaire, il va perdurer un certain temps encore comme pratique sociale, qui ira se vidant lentement de sa substance. Égalité homme-femme oblige, ou *autorise*, on peut désormais porter indifféremment le nom de sa mère ou celui de son père, ou les deux. Il est assez vraisemblable en ces conditions qu'on choisira le plus joli, ou le plus seyant, ou le plus flatteur, voire le plus exotique ou le plus politiquement correct. Comme les choix de ce genre se présenteront à chaque génération, que les critères, les goûts et les types de motivation seront chaque fois différents, la condition même du nom de famille, de l'ex-patronyme, que décidément on ne pourra plus nommer ainsi, serait-ce seulement par crainte de se faire mal voir, s'alignera assez vite sur celle des prénoms. Le nom deviendra un prénom comme un autre, en ceci surtout qu'il ne sera plus héréditaire, qu'il ne constituera plus l'objet d'une contrainte, qu'on pourra le choisir tout à fait librement, de sorte qu'une fois de plus l'irréversible sera vaincu.

Les contraintes ou les exigences démocratiques, bien ou mal comprises, imposent un *da capo* perpétuel, un retour au point de départ, une rechute de tout effort d'élévation, pour les sociétés, pour les peuples, pour l'espèce, qui ressemblent assez, tous, à ce piétinement sur place que provoque, dans les salles de classe, la nécessité idéologique et morale, mais d'une morale un peu courte, peut-être, de revenir constamment en arrière pour s'assurer que

le plus mauvais élève est bien toujours là, qu'il suit comme il peut ou comme il ne veut pas, qu'il a fini par comprendre et par apprendre la leçon du premier jour, sans laquelle toutes les autres n'ont pas de sens. Ce présentéisme à toute force, bégayant, corrobore à merveille, à moins que ce ne soit l'inverse, ce que certains auteurs contemporains, dans la mouvance psychanalytique, mais pas seulement, ont appelé de longue date, et très justement, un *fantasme d'auto-engendrement*. La "civilisation des prénoms" s'inscrit parfaitement dans pareil fantasme (ou l'inverse, encore une fois) puisque de façon générale le prénom, non-héréditaire, commence avec le sujet, on l'a vu ou rappelé, et cela d'autant plus que l'individu ou ses géniteurs peuvent tout à loisir désormais l'apprêter et l'individualiser selon leurs goûts : c'est-à-dire, bien entendu, selon leur état culturel (« il n'y a pas de goûts, il n'y a que des états culturels »).

Nous avons vu que certains prénoms, très exceptionnellement, et de façon tout à fait marginale, pouvaient être héréditaires et participer de la lignée, de la transmission. Mais s'il fallait une preuve que c'est précisément ce caractère-là qui insupporte, dans les noms, et qui leur vaut le discrédit qui les affecte, on relèvera que le même trait, lorsque, par exception, il transparaît dans un prénom, est véhémentement récusé. Ainsi le nouveau roi des Pays-Bas aurait dû s'appeler Guillaume IV. Mais, avec ce sûr instinct des rois modernes pour scier la branche sur laquelle ils sont assis, et récuser, dans leur volonté de profil bas, le principe héréditaire — qu'on songe à Élisabeth II contresignant l'abolition de la pairie héréditaire (mais alors, la monarchie ?) —, le prince d'Orange, au moment de monter sur le trône, a préféré, par désir affiché de *modernisation*, choisir le nom de règne *Guillaume-Alexandre*, qui avait l'avantage à ses yeux d'être inédit, a-t-il expliqué, et de ne pas s'inscrire dans une lignée. On peut se demander ce que ce souverain, dans ces conditions, s'il a une telle horreur des lignées, fait à la place qu'il occupe, et comment il y est arrivé…

La devise républicaine française aurait quelque raison d'être à l'honneur en marge de ces coups portés au déjà-là, car, si ce sont bien l'égalité et l'exigence d'égalité qui sont les principales causes de cette évolution contraire à la *lignée*, c'est la fraternité qui en profite ; mais non point, hélas, en tant qu'elle est ou qu'elle peut être une affection et une solidarité fraternelles, une douceur de vivre, une harmonie civique ; plutôt en ceci qu'elle se présente, *contre* l'héritage et la transmission, *contre* la lignée,

contre l'inscription dans le temps, *contre* la transcendance même, comme une horizontalité résolue et même militante, une société des frères (et non plus des fils ou des pères), dont les figures les plus représentatives pourraient bien être les fameux "grands frères" (et aussi les petits…) des cités de banlieue — d'autant plus représentatives, ces figures, que les cités de banlieue et les banlieues elles-mêmes, la *ban-lieue* comme mode de la présence et de la résidence sur la terre, pourraient bien constituer à leur tour la figuration la plus emblématique de la société planétaire globale, présentéiste et horizontalisante, avalant quotidiennement par pans entiers, comme elle le fait, d'immenses morceaux du territoire, champs, forêts, terrains vagues, espaces vides et le vide lui-même, l'absence, le silence, la chance et le droit de n'être *pas* là, de se dérober au monde comme il va.

Le prénom ou plutôt son usage, le recours au prénom, avec son caractère sournoisement obligatoire (ainsi qu'il en va du pénible *bisou*), est bien le truchement adéquat de la communication et du lien social (pour s'exprimer dans la langue idoine) au sein du village universel, de la société (petite-bourgeoise) mondialisée, de la banlieue générale bord à bord. Dépouillant l'être de ses appareils sociaux de protection, le réduisant à être soi-même ainsi que l'idéologie prévoyante a bien pris soin de lui en instiller le naïf désir, le posant comme fils de personne cependant que la filiation est ridiculisée et banalisée par l'exaltation permanente de ses doubles, de ses ersatz, de ses formules de substitution, faisant de la place, en somme, ou plutôt économisant de l'espace, abolissant fièrement les distances (« *Please call me Bob* — tous mes amis m'appellent Bob »), il est admirablement adapté (du point de vue de Sirius, et aussi de tous ceux qui ont intérêt à la fabrication de l'homme remplaçable, échangeable, substituable et délocalisable à merci) à la promiscuité qui vient, à cette planète de dix ou douze milliards d'habitants qui faisait si peur, et nous sommes quelques-uns à partager son inquiétude, au pauvre Lévi-Strauss.

La fraternité dont il est le blason n'est pas un irénisme, on l'aura compris. Elle est au contraire une menace permanente de violence, et, d'ores et déjà, une violence en acte, la violence telle que nous en observons quotidiennement l'accroissement, et même cette hyperviolence dont l'apparition surprend si fort nos naïfs policiers et nos ingénus journalistes, sincèrement étonnés que la société du bien à laquelle ils œuvrent sans relâche prenne, juste avant leur fin de carrière et après tant de services

rendus, si mauvais visage. Psychanalystes et sociologues pour une fois d'accord avec moi, ou plutôt moi avec eux, dénoncent à l'envi le caractère éminemment *biasogène* (porteur de violence, propice à la nocence) de la famille monoparentale, autrement dit, car c'est bien de cela qu'il s'agit, d'un monde sans pères. Tous les observateurs en conviennent : les enfants et les adolescents élevés en dehors de toute présence et influence paternelles courent infiniment plus de risques que les autres de devenir violents et délinquants. Mais c'est la société tout entière, en masse, qui devient privée de pères, et non pas seulement de pères mais du principe même de la paternité, c'est-à-dire de verticalité, de culture, de sentiment de la durée, d'inscription dans un temps extra-individuel.

J'ai déjà souligné ailleurs, avec bien d'autres, le curieux phénomène d'un art de bâtir qui prend de plus en plus étroitement en compte sa propre obsolescence, qui calcule la durée prévue de ses "produits" sur celle de leur amortissement financier, et qui dès lors, accessoirement, n'est plus un art, mais une industrie de la mort à l'œuvre. Un lycée bourgeois tirait jadis orgueil de son ancienneté (« C'était déjà un collège au XVIIe siècle ! ») ; un lycée petit-bourgeois d'aujourd'hui a honte de la sienne (qui, il est vrai, ne se présente pas du tout de la même façon) et explique par elle ses échecs (« Comment tu veux apprendre quelque chose à des gamins dans des locaux construits en 1975 ? »). Tout (et pas seulement les édifices) est édifié pour ne *pas* durer, les êtres ne se voient pas plus de prolongement dans le futur qu'ils ne se connaissent de passé, et ce présentéisme par défaut (il n'a jamais fait l'objet d'aucune décision) est une des formes les plus inquiétantes de l'hébétude qui gagne, ce réensauvagement du monde. À l'être désaffilié la vie n'est pas grand-chose, surtout celle des autres. Il risque la sienne sans bien s'en rendre compte et tue sans mauvaise conscience, parce qu'entre mourir et ne pas mourir la différence est mince, entre tuer et ne pas tuer insignifiante — toupie qui tombe à gauche, toupie qui tombe à droite. Il est étrange qu'un monde qui n'admet d'autre loi que celle qu'il se donne s'y soumette si peu, à cette loi, et donne si fort l'impression de n'en avoir aucune.

Alain de Benoist, dans ces récents *Démons du bien*, reprend le thème si pertinent, hélas, du fantasme d'auto-engendrement et en fait remonter l'origine « au moins » à Duns Scot, « qui fait primer la volonté sur l'entendement. Alors que l'entendement n'a pas de mal à prendre en compte

le déjà-là, la volonté, qui se veut infinie, refuse spontanément un donné qui lui assigne des limites[5] ». Mes lecteurs, et en particulier ceux de *Du sens*, savent que j'ai tendance, pour ma part, à remonter encore beaucoup plus loin, jusqu'à Platon et jusqu'à son *Cratyle*, dialogue fondateur dont les protagonistes opposés, Cratyle et Hermogène, recoupent assez bien l'opposition entre entendement et volonté. Il s'agit certes du sens des mots et de leurs noms, des rapports du signifiant et du signifié (pour recourir encore à une autre terminologie et à un autre système) mais je me suis permis, tant j'étais persuadé, et je le suis encore, de la portée sémantique et séminale de cet échange principiel, d'en élargir la dialectique, ne serait-ce qu'à titre métaphorique, jusqu'à l'ensemble du régime du sens, y compris au sein de la Cité, et jusqu'aux rapports entre les Cités, au sein du concert des Nations. Si la Turquie, par exemple, fait ou non partie de l'Europe, si elle doit, ou pas, devenir membre de l'Union européenne, c'est une question qui peut parfaitement se poser selon les termes de l'opposition entre Cratyle et Hermogène, de même que : « qu'est-ce que l'Europe ? » ou « qu'est-ce qu'être français ? ». Y a-t-il là matière à *constatation*, ou bien à *délibération* et *décision* ?

J'ai noté qu'Hermogène (qui tient que la volonté, la convention, le contrat, peuvent décider de tout, à commencer par le sens des mots (ou par le mot des sens, des significations)), gagne toujours mais que Cratyle (qui estime, lui, que l'origine, l'histoire, les causes et ce qui précède les causes ont leur mot à dire, et leurs noms à donner) ne perd jamais tout à fait : il est insubmersible, il revient toujours, il remonte indéfiniment de ces profondeurs dont il a vanté les mérites démiurgiques (et logothétiques). De ces observations il appert que les deux figures antithétiques ne sont, comme il arrive souvent (c'est ce qu'en d'autres contextes on nomme la dialectique, je crois), pas séparables.

Jamais Cratyle n'a tant perdu qu'aujourd'hui. Jamais, surtout, il n'a fait l'objet, de la part de tous les pouvoirs, de pareil acharnement haineux. Hermogène triomphe, et avec lui la convention, la volonté, les contrats, les droits de la personne, la volonté individuelle, le soi-mêmisme. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrais, je suis le fondateur d'un mouvement qui participe tout entier de l'idéologie du contrat, du contrat social, de la convention, du *covenant*, en l'occurrence le pacte d'*in-nocence*, de non-nocence, d'absence de nuisance réciproque. Mais tous les systèmes du *moins pour le plus* — on

sacrifie un peu de sa liberté (de nuire) pour bénéficier d'une liberté beaucoup plus grande (née de la renonciation contractuelle des autres à vous nuire) — ont beau être d'essence contractuelle, et justement parce qu'ils le sont, ils sont sans efficacité sans la parole, la Parole, la parole d'honneur, l'honneur. Lesquels n'ont d'existence qu'appuyés sur le nom : nous l'avons vu plus haut, il n'y a que le nom qui soit capable de signer, d'engager la responsabilité, l'honneur, la réputation, le sentiment de ce que l'on se doit à soi-même vis-à-vis des autres. C'est bien pour cette raison que je parlais en commençant d'*incivilisation* des prénoms. On dira que la question n'a d'intérêt qu'à titre d'indice et je le veux bien. J'espère avoir montré qu'à décortiquer l'indice on rencontrait en lui toute la structure et pour ainsi dire l'organigramme de ce qui fomente notre perte : je veux dire la fabrication industrielle de l'homme remplaçable au sein de la société hébétée.

Du même auteur

Églogues

I. *Passage*, Flammarion (1975)
II. *Échange* (Denis Duparc), Flammarion (1976)
III. Travers
    1. *Travers* (Renaud Camus et Tony Duparc), Hachette (1978)
    2. *Été (Travers II)* (Jean-Renaud Camus et Denis Duvert), Hachette (1982)
    3. *L'amour l'automne (Travers III)* (J.R.G. Le Camus et Antoine du Parc), P.O.L. (2007)
    4. *Travers coda, index & divers (Travers IV)* (J.-R.-G. du Parc et Denise Camus), P.O.L. (2012)

- *Index des « Églogues » et des « Vaisseaux brûlés »*, chez l'auteur (2012-...)

Élégies

I. Élégies pour quelques-uns, P.O.L. (1988)
II. *L'élégie de Chamalières*, Sables (1989) et P.O.L. (1991)
III. *L'élégie de Budapest* in *Le voyage à l'est*, ouvrage collectif, Balland et La Maison des écrivains (1990)
IV. Le bord des larmes, P.O.L. (1990)
V. Le lac de Caresse, P.O.L. (1991)
VI. Vie du chien Horla, P.O.L. (2003)

Éloges

- *Éloge moral du paraître*, Sables (1995) et *Éloge du paraître*, P.O.L. (2000)
- *Syntaxe ou l'autre dans la langue*, suivi de *Éloge de la honte* et de *Voix basse ou l'autre dans la voix*, P.O.L. (2004)

Chroniques

- *Tricks*, Mazarine (1978), Persona (1982) et P.O.L. (1988)
- *Journal d'un voyage en France*, Hachette/P.O.L. (1981)
- *Incomparable* (avec Farid Tali), P.O.L. (1999)
- *Corbeaux. Journal de l'affaire Camus suivi de quelques textes rebutés*, Impressions Nouvelles (2000) et chez l'auteur (2000-…)
- *Journal d'un autre* (Duane McArus), chez l'auteur (2012)

Journal

- *Journal de « Travers » (1976-1977)*, deux tomes, Fayard (2007)

- *Journal romain (1985–1986)*, P.O.L. (1987)
- *Vigiles. Journal 1987*, P.O.L. (1989)
- *Aguets. Journal 1988*, P.O.L. (1990)
- *Fendre l'air. Journal 1989*, P.O.L. (1991)
- *L'Esprit des terrasses. Journal 1990*, P.O.L. (1994)
- *La Guerre de Transylvanie. Journal 1991*, P.O.L. (1996)
- *Le Château de Seix. Journal 1992*, P.O.L. (1997)
- *Graal-Plieux. Journal 1993*, P.O.L. (1998)
- *La Campagne de France. Journal 1994*, Fayard (édition originale : avril 2000 ; édition revue avec « avant-propos de l'éditeur assorti de quelques matériaux et réflexions pour une étude socio-médiologique de "l'affaire Camus" » : juin 2000)
- *La Salle des pierres. Journal 1995*, Fayard (2000)
- *Les Nuits de l'âme. Journal 1996*, Fayard (2001)
- *Derniers jours. Journal 1997*, Fayard (2002)
- *Hommage au carré. Journal 1998*, Fayard (2002)
- *Retour à Canossa. Journal 1999*, Fayard (2002)
- *K.310. Journal 2000*, P.O.L. (2003)
- *Sommeil de personne. Journal 2001*, Fayard (2004)
- *Outrepas. Journal 2002*, Fayard (2005)
- *Rannoch Moor. Journal 2003*, Fayard (2006)
- *Corée l'absente. Journal 2004*, Fayard (2007)
- *Le royaume de Sobrarbe. Journal 2005*, Fayard (2008)
- *L'isolation. Journal 2006*, Fayard (2009)
- *Une chance pour le temps. Journal 2007*, Fayard (2009)
- *Au nom de Vancouver. Journal 2008*, Fayard (2010)
- *Kråkmo. Journal 2009*, Fayard (2010)
- *Parti pris. Journal 2010*, Fayard (2011)
- *Septembre absolu. Journal 2011*, Fayard (2012)
- *Vue d'œil. Journal 2012*, Fayard (2013)
- *NON. Journal 2013*, chez l'auteur (2013)
- *Journal 2014*, publié en ligne au fur et à mesure de son écriture, chez l'auteur

Romans

- *Roman roi*, P.O.L. (1983)
- *Roman furieux (Roman roi II)*, P.O.L. (1987)
- *Voyageur en automne*, P.O.L. (1992)
- *Le chasseur de lumières*, P.O.L. (1993)
- *L'épuisant désir de ces choses*, P.O.L. (1995)
- *L'inauguration de la salle des Vents*, Fayard (2003)
- *Loin*, P.O.L. (2009)

Récits

- *El* (dessins de François Matton), P.O.L. (1996)

Répertoires

- *Etc. (abécédaire)*, P.O.L. (1998)
- *Répertoire des délicatesses du français contemporain*, P.O.L. (2000) et Seuil (2009)
- *Lettres reçues*, chez l'auteur (2012-...)

Anthologies

- *Anthologie générale*, chez l'auteur (2012-...)

Miscellanées

I. *Buena Vista Park*, Hachette (1980) ; *Buena Vista Park. Fragments de bathmologie quotidienne*, seconde édition augmentée, chez l'auteur (2014)
II. *Notes achriennes*, P.O.L. (1982)
III. *Chroniques achriennes*, P.O.L. (1984)
IV. *Notes sur les manières du temps*, P.O.L. (1985)
V. *Esthétique de la solitude*, P.O.L. (1990)
VI. *Du sens*, P.O.L. (2002)

Topographie

- *Sept sites mineurs pour des promenades d'arrière saison en Lomagne*, Sables (1994) et *Onze sites mineurs pour des promenades d'arrière saison en Lomagne*, P.O.L. (1997)
- *Le département de la Lozère*, P.O.L. (1996)
- *Le département du Gers*, P.O.L. (1997)
- *Le département de l'Hérault*, P.O.L. (1999)
- *Demeures de l'esprit. Grande-Bretagne I*, Fayard (2008)
- *Demeures de l'esprit. France I, Sud-Ouest*, Fayard (2008)
- *Demeures de l'esprit. Grande-Bretagne II, Écosse, Irlande*, Fayard (2009)
- *Demeures de l'esprit. France II, Nord-Ouest*, Fayard (2010)
- *Demeures de l'esprit. Danemark, Norvège*, Fayard (2010)
- *Demeures de l'esprit. France III, Nord-Est*, Fayard (2010)
- *Demeures de l'esprit. Suède*, Fayard (2011)
- *Demeures de l'esprit. France IV, Sud-Est*, Fayard (2012)
- *Demeures de l'esprit. Italie I, Nord*, Fayard (2012)
- *Demeures de l'esprit. France V, Île-de-France*, Fayard (2014)

Qu'

- *Qu'il n'y pas de problème de l'emploi*, P.O.L. (1994)

Vaisseaux brûlés

- *P.A. (petite annonce)*, P.O.L. (1997)
- ***Vaisseaux brûlés*, chez l'auteur (1997-...)**

- *Ne lisez pas ce livre ! (Vaisseaux brûlés 1)*, P.O.L. (2000)
- *Killalusimeno (Vaisseaux brûlés 2)*, P.O.L. (2001)
- *Est-ce que tu me souviens ? (Vaisseaux brûlés 2-2-37-1)*, P.O.L. (2002)

Écrits sur l'art

- *Discours de Flaran*, P.O.L. (1997)
- *Nightsound (sur Josef Albers)* suivi de *Six prayers*, P.O.L. (2000)
- *Commande publique*, P.O.L. (2007)

Écrits politiques

- *Le communisme du XXIe siècle*, précédé de *La deuxième carrière d'Adolf Hitler*, suivi de *Que va-t-il se passer ?* et de *Pire que le mal*, Xenia (2007)
- *La grande déculturation*, Fayard (2008)
- *De l'In-nocence. Abécédaire*, éditions David Reinharc (2010)
- *Décivilisation*, Fayard (2011)
- *Le grand remplacement*, éditions David Reinharc (2011) ; *Le grand remplacement, suivi de Discours d'Orange*, seconde édition augmentée, chez l'auteur (2012)
- *L'homme remplaçable*, chez l'auteur (2012)
- *Les inhéritiers*, chez l'auteur (2012-2013)
- *Le changement de peuple*, chez l'auteur (2013)
- *France : suicide d'une nation*, Mordicus (2014)
- *Discours à la XVIIe chambre*, chez l'auteur (2014)
- *La civilisation des prénoms*, chez l'auteur (2014)

Manuels

- *Comment massacrer efficacement une maison de campagne en dix-huit leçons*, Privat (2006)

Entretiens

- *L'étrangèreté* (entretiens avec Emmanuel Carrère et Alain Finkielkraut), suivi de *La mort d'ailleurs*, extraits de textes inédits, Tricorne (2003)
- *La dictature de la petite bourgeoisie* (entretiens avec Marc du Saune), Privat (2005)

Théâtre

- *Théâtre ce soir*, éditions Jean-Paul Bayol (2008)

Photographie

- *Le jour ni l'heure*, albums photographiques numérotés, signés et reliés, chez l'auteur (2009-...)

- *Paysages préposthumes*, album photographique relié, chez l'auteur (2013)

Site Internet de Renaud Camus

www.renaud-camus.net
journal en ligne, livres et textes en ligne (dont l'hypertexte *Vaisseaux brûlés*), chronologie quotidienne *Le Jour ni l'Heure* (illustrée de nombreuses photographies), index général, biographie, bibliographie, librairie en ligne, galerie de peinture, articles, entretiens, textes critiques, documents sur le château de Plieux, documents relatifs à "l'affaire Camus", etc.

Galerie photographique de Renaud Camus
www.flickr.com/photos/renaud-camus

Société des lecteurs de Renaud Camus
www.renaud-camus.org
forum, biographie, extraits, documents, photographies, etc.

Parti de l'In-nocence
www.in-nocence.org
programme, communiqués, forum, documents, etc.

[1] *Syntaxe, ou l'autre dans la langue, suivi de Éloge de la honte et de Voix basse, éloge du chuchotement ou l'Autre dans la voix*, P.O.L, Paris, 2004.

[2] *La Dictature de la petite bourgeoisie*, entretien avec Marc du Saune, Privat, 2005.

[3] « Tout discours est pris dans le jeu des degrés. On peut appeler ce jeu : bathmologie », *Roland Barthes par Roland Barthes*, "écrivains de toujours", Seuil, 1975, p. 71. Cf. également *Buena Vista Park. Fragments de bathmologie quotidienne*, P.O.L, 1980, nouvelle édition, chez l'auteur, 2014.

[4] *La Grande Déculturation*, Fayard, 2010.

[5] Alain de Benoist, *Les Démons du bien*, essai, Pierre-Guillaume de Roux, Paris, 2013, p. 204.